

No 1207 (80 - nouvelle série) du 29 mai au 4 juin 1980 - 4,00 F

**l'humanité rouge**  
organe  
central du **PCML**

Mai-Juin 40 :  
L'ennemi  
c'est le peuple

voir page 16

**PLOGOFF  
NE  
BAISSE  
PAS  
LES  
BRAS**



**La faim au Sahel  
LES COUPABLES SONT A PARIS**

**VOIR PAGES CENTRALES**

# Sommaire

ÇA S'EST PASSE ..... p. 4 et 5

VIE OUVRIERE ..... p. 6 et 7

- Un nouveau pas pour la défense du droit à la santé
- Eurocéral, Montpellier : coup d'envoi contre les 800 licenciements
- Coup fourré : le droit de grève menacé à l'EDF

DOSSIER ..... p. 8 et 9

- Qui est responsable de la famine en Afrique? Cette région autrefois riche : le Sahel

AVEC LE PARTI ..... p.10

- Contre Giscard et contre la guerre, un

candidat marxiste-léniniste aux présidentielles

CULTUREL ..... p.11

- Livres : de mai-juin 40 aux parias de 80

INTERNATIONAL ..... p. 12 et 13

- «On frappe, ensuite on discute», les deux aspects de la politique de l'URSS
- Corée du Sud : l'heure des brasiers

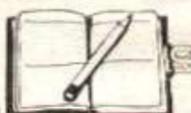
VECU - PRATIQUE  
FLASH ECONOMIE ..... p. 14

PARLONS-EN ..... p. 15

- La non-intervention revue et corrigée par la propagande soviétique

Pourquoi garder pour vous ce qui intéresse tout le monde ...  
FAITES LE 205.51.10

## Sur votre agenda



AVEYRON  
Dimanche 1er juin :

Rassemblement de protestation contre l'uranium à Vimenot (canton de Laissac), à partir de 11h. Au programme : stands d'information des différents comités de défense, allocutions, témoignages, projections de films et montages audiovisuels sur l'uranium, le nucléaire, l'énergie solaire et débats, animation et spectacle avec chanteurs et groupes musicaux régionaux, animation pour les enfants, buvette et sandwiches. La journée

se terminera en soirée par un bal populaire.

PARIS  
Jeudi 29 mai :

Communiqué : «Pour la Palestine». Grand meeting de solidarité. Salle de la Mutualité, 24 rue Saint Victor, 75005 Paris. Première projection en France du film des Nations-Unies : *Oui, les Palestiniens ont des droits*. Avec la participation de maires expulsés de Palestine occupée et le directeur du bureau d'information de l'OLP en France. Association médicale franco-pales-

tinienne, Association de solidarité franco-arabe. Conférence mondiale des chrétiens pour la Palestine, Collectif national pour la Palestine, Union générale des étudiants de la Palestine.

PARIS  
Mercredi 4 juin :

20 h 30. Fête de l'AMFP. Concert de musique palestinienne, avec le groupe Sana-bil venu directement des territoires occupés, avec Hedi-guella, musicien tunisien. Théâtre de Paris, rue Blanche, métro Trinité. entrée 20,00 F.

PARIS  
Vendredi 6 juin :

Un collectif de personnalités vient de se constituer pour organiser à Paris un rassemblement de soutien à la résistance du peuple afghan. Leur appel a été publié dans *Le Monde* du 24 mai. Pour signer cet appel et apporter son soutien, s'adresser à : Jean Freyss, 20 rue Pierre Brosolette, 93130 Noisy-le-sec. Parmi ces personnalités : Mike Barry, Paul Vieille, Jean Cardonnel, M.A. Macciochi, Yves Montand, Haroun Tazieff.

## En toute franchise



A propos de l'article : *Comment Ceyrac veut en finir avec la grève*, paru dans le 1er No de l'hebdo, un lecteur du Pecq (92) nous écrit :

Je trouve que la fin de cet article, au demeurant fort bon, est assez démobilisatrice. Lorsqu'on parle de procès intentés aux syndicats par les patrons soit pour les "dédommager", soit pour payer les salaires des non grévistes, on ne voit que le côté juridique de la chose lex : les Aiguilleurs

du ciel d'Aix, ou Mas à Toulouse, parlant des grèves au Danemark où l'argent récolté ne sert pas à la solidarité mais à payer les amendes avec la conclusion : "Et c'est là qu'on risque d'arriver justement si on ne tient pas compte de tout ce qui se prépare". Je pense que si l'auteur de cet article avait lu les dernières publications de la CGT (V.O. et Peuple), il aurait pu savoir que pour la CGT par exemple, il n'était absolument pas question de

payer quoi que ce soit aux patrons et que c'était là une question de principe. Je cite *Le Peuple* No 1082 : "En tout état de cause, le Bureau confédéral affirme que ni la CGT, ni ses organisations ne paieront les sommes que l'on prétend leur extorquer. Elles ne permettront pas que les travailleurs et leurs organisations soient dépouillés au profit d'entreprises dont les profits n'ont d'ailleurs jamais été aussi importants". Fin de citation. Voilà au moins une

note optimiste pour les travailleurs. (...)

N.D.L.R. : Nous partageons la remarque de ce lecteur et signalons que la CFDT a, elle aussi, affirmé qu'elle ne verserait pas un centime pour fait de grève. A l'initiative du syndicat construction bois de Lorraine, elle vient de lancer une campagne sur le sujet : de faux billets à l'effigie de Ceyrac, pétition-protestation au dos.

## Souscription

La première souscription de 100 000,00 F lancée début janvier, arrêtée fin avril, a obtenu 91 609,00 F

La deuxième souscription lancée début mai (voir article du No 1204, page 2) atteint au 22 mai le nouveau total de 12 051,00 F.

Total précédent ..... 91 609

Supplément à réabt hebdo - D.	Marseille	60
Cellule du PCML	Nîmes	600
Sousc. masse à vente bimensuel	Alès	45
Supplément à réabt hebdo - R.M.	Issy/Mx.	60
Cellule du PCML Lafargue	Rég. par.	40
Supplément à réabt hebdo - P.G.	Paris	5
Supplément à réabt hebdo - MPH	Grenoble	60
H. CI - souscription	Antony	75
Supplément à réabt hebdo - DP	Reims	10
Supplément à réabt hebdo - JDR	Grenoble	3
Supplément à réabt hebdo - M.G.	Osny	5
Supplément à réabt hebdo - R.M.	S/Marne	95
Supplément à réabt hebdo - C.C.I.	Genevilliers	3

Nouveau total au 19 mai 1980 ..... 1 061

CPR du PCML	Provence	9 100
Librairie	Paris	140
CP du PCML	Paris	1 750

Nouveau total au 22 mai 1980 ..... 12 051

### l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques JURQUET. Rédacteur en chef : Pierre BURNAND.  
Rédacteurs : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Rémi Dainville, Estelle Delmas, Serge Forest, Joël Fabien, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claude Lebrun, Yves Lepic, Pierre Marceau, Claire Masson, Alain Mercier, Nathalie Villotiers, Charles Malloire.  
Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau. Administration : Max Durand.  
Imprimerie La Nouvelle - Directeur de publication : Jean-Luc EINAUDI.

L'HUMANITE ROUGE - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19 - CCP : 3022672 D La Source. Commission paritaire : No 57952 - Dépôt légal 2ème trimestre 1980 - Directeur de publication : Jean-Luc Einaudi - Imprimerie La Nouvelle.

# Celui qui croit au ciel, celui qui n'y croit pas

La venue en France de Jean-Paul II constitue un événement qui ne peut nous laisser indifférents. La France reste un pays profondément marqué par la religion catholique. C'est là une particularité qui nous interpelle pour aujourd'hui mais aussi pour demain. Certes l'influence de la religion et de l'Eglise en tant qu'institution ont connu des reculs importants et constants mais il ne faut pas néanmoins que l'arbre cache la forêt.

Une part importante de la classe ouvrière française reste influencée par la religion. Les organisations catholiques ont donné au mouvement syndical un grand nombre de ses militants et de ses cadres. Que ce soit à la CFDT ou bien à la CGT. Une organisation de jeunesse comme la Jeunesse ouvrière chrétienne est, peut-être, la plus nombreuse de notre pays. Quelle est donc notre attitude vis-à-vis de la religion? Quel est notre comportement vis-à-vis des chrétiens?

Il y a une incompatibilité fondamentale entre la conception du monde que nous tentons de mettre en œuvre, le matérialisme historique et la religion. Nous ne pouvons dissimuler cela. Et non seulement nous avons pour but de mieux maîtriser le matérialisme, mais nous militons pour son développement. Le matérialisme est la condition de la liberté des hommes, en leur permettant de découvrir et maîtriser les lois qui régissent les choses et les phénomènes qui déterminent leur existence. Nous sommes pour la lutte philosophique, sans compromis, entre ces deux conceptions. Jean-Paul II aussi d'ailleurs. C'est logique, nous ne lui en ferons pas reproche. La conception du monde qu'il propage interdit aux hommes de pouvoir maîtriser leurs conditions d'existence.

Quand nous disons lutte philosophique sans compromis, cela ne veut pas dire contrainte. Aujourd'hui comme demain, nous nous opposons au recours à la contrainte dans le domaine des idées.

Le droit à pouvoir pratiquer une religion est une des libertés fondamentales. C'est d'ailleurs une vision des choses proche de celle de la religion elle-même qui conduit à croire qu'on fait disparaître les idées en les interdisant. Les idées sont le produit de l'existence des hommes. Ce qu'il faut, fondamentalement, c'est transformer les conditions d'existence des hommes dans le sens de la maîtrise de leur vie.

De la même façon, nous pensons que ce qui est essentiel aujourd'hui dans les rapports avec les chrétiens, c'est l'attitude des uns et des autres dans la lutte des classes. Fréquemment, nous nous retrouvons aux côtés de militants qui croient en Dieu, que ce soit dans la lutte contre l'exploitation capitaliste ou pour le droit à l'indépendance des peuples. Nous nous sentons proches de ces militants, de ces camarades. Nous agissons dans le même sens, guidés par des motivations très proches : l'esprit de révolte contre l'exploitation et l'oppression est un solide ciment. Et, disons-le, nous avons aussi à apprendre auprès de ces hommes et femmes qui sont fréquemment à la pointe de l'action syndicale. Ce qui nous unit est suffisamment solide pour combattre cette société et en construire ensemble une nouvelle.

Pierre BURNAND



## Qu'est-ce qui fait courir Jean-Paul II ?

La venue d'un pape en France, ça ne s'était pas vu depuis 1814. Cette année-là, Pie VII quittait la France après y avoir été retenu en résidence surveillée.

Celui qui va venir 166 ans plus tard n'est pas un pape tout

à fait comme les autres. Il sillonne le monde : de Pologne en Irlande, de Turquie aux Etats-Unis, du Mexique au Kenya, il rassemble sur son passage des foules imposantes. Qu'est-ce qui fait donc courir Jean-Paul II ?

### Une contre-attaque vigoureuse

Cet homme qui va ainsi aux quatre coins du monde, mène avec vigueur une contre-offensive. Tout au long de ces dernières années, la religion et la hiérarchie catholiques ont connu un recul constant. Des années de compromission avec les pouvoirs les plus réactionnaires les avaient profondément discréditées. La hiérarchie catholique s'est trouvée de plus en plus fortement contestée, y compris de l'intérieur de l'Eglise elle-même. Un grand nombre de chrétiens se sont engagés dans les luttes révolutionnaires et démocratiques. Cette évolution fut particulièrement nette dans les années 60. Tandis que la hiérarchie catholique se rangeait fréquemment du côté de l'oppression, il apparaissait à de nombreux chrétiens que la transformation de la condition des peuples ne pouvait venir que de la lutte contre les systèmes sociaux qui l'engendraient. Au recul de la religion a correspondu un développement de l'influence du marxisme dans

les milieux chrétiens. Reculant dans son influence idéologique, minée par le développement de contradictions internes, l'Eglise catholique était sur la défensive. Par ailleurs, en particulier dans les pays industrialisés, le développement des sciences et des techniques, la transformation des mentalités qui l'accompagnait, faisaient reculer le besoin d'explications divines aux phénomènes encore inexplicables. Mais, par la suite, la transformation de plus en plus évidente de l'URSS en une puissance expansionniste, écrasant les libertés, la déception des espérances qui avaient été mises dans la libération du Vietnam, la transformation de Cuba en un bras armé de l'URSS, les remises en cause de la révolution culturelle chinoise, l'enfoncement des pays capitalistes industrialisés dans la crise, ont constitué différents facteurs qui ont créé une vague de doute, l'effritement de certitudes qui semblaient définitivement acquises.

### Ecarter les chrétiens de la lutte

C'est dans ce contexte que le pape Jean-Paul II passe à la contre-attaque, cherchant à refaire le terrain perdu. Face aux interrogations suscitées par un monde qui se transforme profondément, face aux menaces de conflit mondial qui s'accumulent, la religion cherche à apparaître comme un refuge. Michel Ponia-towski, l'homme à penser de Giscard d'Estaing, voit tout le parti qui peut en être tiré quand il déclare : « Le pape est devenu l'un des derniers points de ralliement d'une humanité en déroute... L'Eglise est faite de tradition et d'avenir, de continuité et de changement, de permanence et d'évolution. Sa plus grande chance aujourd'hui est d'être conduite par un pape qui, par réflexion, expérience et tempérament, intègre ces données contradictoires ». Rien d'étonnant

donc à ce que sa venue en France se fasse avec un extraordinaire appui officiel. Elle a des implications dans la lutte de classes.

Depuis qu'il règne, Jean-Paul II n'a pas manqué de multi-

plier les attaques à la fois contre le marxisme et contre l'engagement politique des chrétiens. Lors de son récent voyage en Afrique, il déclarait en Côte-d'Ivoire : « Devenez très vigilants face aux modèles de sociétés qui sont fondés sur la lutte de classes... » Lors de son voyage en Amérique latine, en février 79, il déclarait en s'adressant aux jeunes : « Votre soif d'absolu ne peut être assouvie par les succédanés d'idéologies qui conduisent à la haine, à la violence, au désespoir ». Parlant aux ouvriers, il affirmait : « Je souffre des injustices du travail, mais aussi à cause des idéologies de violence et de haine qui font tant de mal à l'humanité contemporaine ». A Puebla, dans son discours d'ouverture de la troisième conférence générale de l'épiscopat latino-

américain, il dénonçait une certaine image de Jésus-Christ : « On prétend montrer un Jésus engagé politiquement, un Jésus qui lutte contre la domination romaine et contre les pouvoirs et qui est donc impliqué dans la lutte des classes. Cette conception du Christ comme politicien, révolutionnaire, le fauteur de subversion de Nazareth, n'est pas en accord avec la cathéchèse de l'Eglise ». Au Kenya, au début du mois de mai, il proclamait :

« Une idéologie athée ne peut jamais constituer la force pouvant guider les progrès du bien-être des individus ou promouvoir la justice sociale, car elle prive l'homme de sa liberté donnée par Dieu, de son aspiration spirituelle et du pouvoir d'aimer convenablement ses semblables ».

### Une troisième voie ?



Ce combat idéologique contre le marxisme et cette pression pour que les chrétiens se placent en dehors des luttes révolutionnaires s'accompagnent d'une dénonciation de l'exploitation, des injustices sociales. Celles-ci sont

tellement criantes dans le monde actuel qu'on ne saurait les nier. Jean-Paul II prône une troisième voie qui se situerait entre l'engagement dans la lutte contre les systèmes sociaux qui engendrent la misère et l'oppression et l'engagement du côté des défenseurs de ces systèmes. Mais appeler à ne pas les combattre, n'est-ce pas, au bout du compte, les défendre ?

### LA FILLE AINEE DE L'EGLISE A VIEILLI

« La fille aînée de l'Eglise », c'est ainsi qu'était appelée la France autrefois. Quelques chiffres suffisent à montrer que le catholicisme y conserve un poids très important. 36 000 prêtres, 18 700 religieux, 85 000 religieuses, 150 000 laïcs volontaires qui font le cathéchisme. Un Français adulte sur six qui va régulièrement à la messe. Plus d'un million de personnes attendues à la messe que célébrera Jean-Paul II au Bourget.

Le catholicisme reste donc profondément enraciné. Mais il recule inexorablement. En 1963, 573 prêtres ont été ordonnés, 219 en 1973, 118 en 1978. En 1963, il y avait 5 300 séminaristes, il n'y en avait plus que 1 151 en 1977. En 1968, lors d'un sondage, 74% des Français indiquaient qu'ils croyaient en l'existence de Dieu. En 1980, le chiffre est tombé à 65%. C'est pour tenter d'enrayer cela que Jean-Paul II vient en France.

l'homme ou par l'Etat, qu'il n'y ait plus de corruption, de gens jouissant de superflu alors que d'autres n'ont rien... ». Mais le jour même où il déclarait cela, il disait à des journalistes : « On parle beaucoup de la théologie de la libération, mais qu'est-ce que cette théologie ? Si on utilise des moyens non évangéliques, si on politise une réflexion, comment peut-on encore parler de théologie ? C'est une fausse théologie ».

Tel est donc le fond de la politique menée par Jean-Paul II.

Elle s'accompagne de certaines prises de position positives.

Citons en particulier son soutien à l'indépendance de la Pologne face à l'URSS. Lors de sa visite en Pologne, il s'était exclamé : « On ne peut édifier la paix et le rapprochement entre les peuples que sur le principe du respect des droits objectifs de la nation, tels que le droit à l'existence, à la liberté, à être sujet social et politique, le droit de créer sa propre culture et civilisation... Il ne peut y avoir d'Europe juste sans indépendance de la Pologne ».

Devant les Nations Unies, parlant de la situation au Moyen-Orient, il déclarait qu'il ne pourrait y avoir de paix sans « la considération et la juste solution du problème palestinien ».

Dans le même temps, il se signale par une véritable campagne contre le droit au divorce, à la contraception, à l'avortement. Ce sont là des thèmes privilégiés de ses discours. A Puebla, il s'exclamait : « Pensez aux campagnes en faveur du divorce, de l'usage des pratiques anticonceptionnelles, de l'avortement, qui détruisent la société ». Au Kenya, devant les évêques, il proclamait : « Vous avez clairement mis l'accent sur le droit le plus fondamental de l'homme : le droit à la vie dès le moment de la conception ».

Autant de prises de position qui s'opposent aux droits fondamentaux de la femme.

Au bout du compte, en incitant les chrétiens et les prêtres à se situer en dehors du grand mouvement historique qui travaille en profondeur notre époque, Jean-Paul II ne pourra durablement ressouder une Eglise qui, par la force des choses et avant tout dans le Tiers Monde, est confrontée à l'exploitation et l'oppression des peuples.

Pierre BURNAND

# Plus de 100 000 personnes à Plogoff pour dire avec la population : « Nous ne baisserons pas les bras »

REPORTAGE DE NOTRE CORRESPONDANT EN BRETAGNE

La radio et la télévision aux ordres du pouvoir peuvent bien minimiser la réussite du rassemblement de la Pentecôte à Plogoff ; le nazillon Pascal Gauchon, leader du PNF, qui avait réclamé l'intervention de l'armée pour assurer le déroulement de l'enquête d'utilité publique, peut bien parler des « soi-disant » opposants à la centrale ; ici, tout le monde sait que l'objectif des 100 000 participants a été atteint, que jamais une lutte contre la construction d'une centrale n'a rassemblé en France autant de manifestants et aucun journal régional ne se risquera à affirmer le contraire.

Un rassemblement d'une telle ampleur demandait un effort d'organisation. Depuis plusieurs semaines, des centaines de personnes s'activaient à préparer tous les aspects matériels du rassemblement du week-end : hébergement, nourriture, boisson, sécurité, circulation, camping, parking, tout a baigné dans l'huile. Pour le week-end lui-même, ce sont des milliers de bénévoles qui ont fourni toute leur énergie et, matériellement, ce fut un grand succès.

Aux numéros d'immatriculation des véhicules, on se rendait compte que c'était la Bretagne qui avait fourni la majorité des présents : riverains de la Manche touchés par la nième marée noire, habitants du Pellerin où le projet de centrale est bloqué depuis deux ans, travailleurs du Joint français à St Brieuc à nouveau en lutte pour les salaires et contre neuf licenciements de responsables syndicaux, ouvriers de la Thomson-CSF de Brest en lutte également depuis 12 semaines, habitants des deux sites où il avait été question de construire cette centrale, de toute la Bretagne enfin.

Il y avait aussi les paysans du Larzac, avec leurs brebis et leurs drapeaux occitans, des gens du Cotentin et ceux de Graveline, une forte délégation de Golfech. La Belgique, les Pays-Bas et le pays de Galle avaient de nombreux représentants et on rencontrait aussi au hasard des mouvements de la foule, des Allemands, des Danois et des Irlandais.

Ce week-end a été l'occasion de nombreuses rencontres et de débats. Autour des stands d'abord, les plus fréquentés étant bien sûr ceux du comité de défense de Plogoff où on trouvait badges, affiches, brochures représentant un lance-pierres et de nombreuses photos qui résumaient mieux que n'importe quel écrit le déroulement de l'enquête d'utilité publique. D'autres stands étaient aussi très entourés, en particulier ceux du comité régional d'information nucléaire du Pays bigouden et de la CGT pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne, tandis que la salle où on projetait films et montages diapos ne désemplissait pas. Un peu plus loin, des militants oppositionnels au sein du PCF expliquaient devant un auditoire passionné qu'ils étaient contre le programme nucléaire.

Plusieurs forums et débats avaient été organisés, notamment sur le nucléaire et la santé et le nucléaire et la société, rassemblant pour certains d'entre eux des milliers de personnes.

Quelques « vedettes » de la lutte de Plogoff étaient aussi très entourées, tel le maire Jean-Marie Kerloc'h, Annie Carval, présidente du comité de défense, Yann Chouck, un des avocats de Plogoff, Clet Ansquer, un habitant de Plogoff condamné à un mois de prison ferme au terme d'un procès mascarade.

Une puissante sonorisation déversait de la musique (de nombreux artistes démontraient ainsi leur solidarité avec la lutte de Plogoff). Dans son allocution de dimanche soir, le maire déclarait : « Nous sommes aujourd'hui à un tournant. La lutte sera peut-être dure, mais confiance, on les aura ». Tandis qu'Annie Carval s'adressait à la foule en ces termes : « Votre présence sur ce site merveilleux nous reconforte énormément. C'est un grand soutien dans cette lutte difficile. C'est la lutte menée par les habitants de la région qui a fait notre force, mais elle n'est pas finie et nous aurons besoin de vous tous ».



C'était le 29 février dernier : les gendarmes parachutistes faisaient la chasse aux capistes (photo BLONCO Louis)

## INQUIETANT...

Francine Wall, dactylo intérimaire à EDF de Brest, a fixé sur sa voiture deux autocollants contre le programme nucléaire. Chaque jour, en arrivant au boulot, elle gare sa voiture devant le bâtiment où elle travaille. Elle a d'abord eu droit à quelques réflexions de la part de ses supérieurs. Puis, plus récemment, elle a été convoquée chez le chef de service des relations commerciales pour le nucléaire, qui l'a sermonnée : « Votre véhicule est une véritable provocation. Mettez-le plus loin d'EDF car c'est notre image de marque qui est détruite. Malgré vos opinions, je vous reconnais le droit au travail ».

C'est comme ça que commencent les interdictions professionnelles...

## TROIS ABSENTS A LA FETE...

Trois jeunes capistes (\*) n'étaient pas parmi les leurs en ce week-end de rassemblement et de fête. Jean-Yves Colin, Daniel Dommart et Jean Perennes sont en effet incarcérés depuis le 4 mars. Que leur reproche-t-on ? D'avoir refait un garde mobile un samedi soir au sortir d'un dancing de Pont de Croix. Le vendredi 29 février au soir et dans la matinée du 1er mars, les flics avaient arrêté 9 personnes à Plogoff, à Plogoff et Oloc'h. Sept habitations du Cap Sizun sont encerclées par des dizaines de gardes mobiles, mitraillettes au poing ! Mise à sac des maisons, évacuation violente des habitants soupçonnés d'avoir pris d'assaut les gardes mobiles. Aujourd'hui, il y a toujours quatre inculpés dont les trois nommés ci-dessus sont toujours emprisonnés. Ils ont été confrontés une première fois au flic en question, il ne les a pas formellement reconnus. Une seconde confrontation a été décommandée, le garde mobile s'étant fait porter malade. Ici, tout le monde trouve particulièrement scandaleux que ces trois jeunes soient ainsi gardés en prison, alors que systématiquement, les plaintes contre les flics sont rejetées. Les flics en effet se sont livrés à de nombreuses exactions dont à Pont Labbe et Pont de Croix, à Plogoff et Quimper : voitures saccagées, vitres brisées sur les maisons, matracages, utilisation de grenades incapacitantes au BHCF, grenades offensives et des grenades au bromacétate d'éthyle qui ont sérieusement blessé aux yeux deux manifestants à Quimper le 17 mars. Pour l'instant, les demandes de mise en liberté provisoire de Colin, Dommart et Perennes n'ont pas abouti, il est important d'exiger leur libération immédiate et la levée des inculpations. On peut écrire aux trois emprisonnés à l'adresse suivante : Maison d'arrêt de Mesgloaguen, 29000 QUIMPER.

(\*) capiste : du Cap Sizun

Qui a dit que les chanteurs démoralisaient la jeunesse ? Emergeant du sommeil, ébouriffé et pâteux, me voilà l'autre matin saisi d'un nouveau courage. Edifié, si l'on peut dire, confiant dans l'avenir et fier d'être français.

Distillée par le transistor, la mâle voix du dénommé Lama débitait sur fond de grand orchestre un texte pas possible sur de Gaulle : « Il s'appelait de France... ».

Entre le général transformé en héros de rengaine et le grand show catholique et romain du week-end, on devrait arriver à venir à bout de la désespérance.

Je ne connais pas le russe. Vous non plus peut-être. Eh bien, sachez qu'à ne pouvoir lire la presse de Moscou, on en rate de belles. Giscard à Varsovie : l'esprit de Munich, c'était notre une de la semaine dernière. Si l'on doit croire les commentateurs soviétiques, c'est d'« esprit de Varsovie » qu'il faut d'ores et déjà parler. Sous leur plume,

la rencontre Giscard-Brejnev, associée sans ménagement au sommet du Pacte de Varsovie qui se tenait peu de temps auparavant dans la même capitale, constituent des événements qui « possèdent un tel potentiel de conséquences durables que l'on est en droit d'utiliser l'expression : esprit de Varsovie ».

Et de se féliciter du retour au dialogue en dépit du coup de Kaboul qualifié de

Il me vient à l'esprit que c'est une chance pour l'humanité que ses capacités de travail soient limitées.

Si la RATP n'a pas encore opéré la liaison avec l'aéroport de Roissy, les nettoyeurs, eux, l'ont faite. Depuis le 11 mai, les employés de l'entreprise de nettoyage de Roissy sont en grève

Que ceux de Roissy soient intraitables et forts : en face, c'est la seule chose qu'ils comprennent. Et quand, tous ensemble, nous le serons suffisamment, alors, on pourra donner le grand coup de balai.

Au rencart les radars. Au placard, les carnets à souche de contraventions. Lundi matin, l'excès de vitesse impossible, la maréchaussée, bison futé sur la touche. Lundi ce sont les routiers qui règlent la circulation au rythme qu'ils ont décidé. C'est-à-dire lent.

Sympas, les routiers, mais faut pas abuser.

Corporation record pour les accidents de travail, juste après le bâtiment. Des conventions collectives jamais respectées, des horaires qui n'ont plus ni début ni fin, et là-dessus les patrons de supermarchés qui leur imposent la manutention gratuite de la marchandise.

L'administration dont les contrôles ne servent qu'à faire plonger le routier et jamais le patron... il y a des jours comme ça où rien n'avance... et pourtant, ça bouge !

## A bâtons rompus

par Pierre Marceau

« mauvais prétexte ». Ces gens-là sont si sûrs de leur force, qu'ils ne prennent pas la peine de faire dans la dentelle en matière de propagande.

La presse de Moscou célèbre les « actions unilatérales » et « colossales » des pays du Pacte de Varsovie « en faveur de la paix » et s'adressant aux chefs d'Etat étrangers, elle les engage à regarder « combien de temps Leonid Brejnev consacre à la cause de la paix ».

ve pour obtenir des revendications analogues à celles arrachées voilà un mois par leurs collègues parisiens.

A l'époque, toutes les bonnes âmes qui nous gouvernent avaient dû admettre le bien-fondé des revendications.

Pourquoi ne pas étendre à tous les nettoyeurs les acquis obtenus dans le métro ?

Faut-il croire que l'émotion manifestée dans les hautes sphères face aux conditions faites aux travailleurs immigrés était feinte ?

# CONGRES DE LA FCPE-CORNEC : PAPA, MAMAN, BEULLAC ET MOI

Beullac a dû avoir les oreilles qui lui sifflaient. On a beaucoup parlé de lui à Orléans pendant les trois jours du week-end de Pentecôte, au cours du 34e congrès de la Fédération des conseils de parents d'élèves Cornec. Dans les interventions des 520 délégués, représentant 1 200 000 familles, on sentait que l'année écoulée avait été riche en expériences, riche en lutte. La lutte contre la carte scolaire de Beullac, les stages en entreprise et la volonté de renforcer l'unité pour être plus efficace, caractérisaient les propos de la grande majorité des intervenants.

«Ecole sinistrée» pourrait-on dire pour planter rapidement le décor. Les mesures de Beullac en 79-80 ont singulièrement détérioré les conditions pour les enfants d'ouvriers, de petits paysans et de travailleurs immigrés. Dès la rentrée 79, la hausse vertigineuse des prix a durement frappé les parents d'élèves de familles populaires portant un coup fatal au mythe de l'école gratuite (hausse de 13% sur les cartables, 120% sur les cahiers de textes, 66% sur les rapporteurs), etc. Les conditions d'études déjà difficiles se sont encore dégradées avec la politique de suppression des postes, de fermetures d'écoles, de surcharge de classes, appliquée par Beullac. Plus grave encore, Beullac sous prétexte de formation livre désormais des centaines de milliers d'enfants au patronat afin qu'ils lui servent de main d'œuvre gratuite.

De nombreux délégués de zones rurales ou montagneuses ont évoqué des luttes contre les fermetures de classes et d'écoles, luttes que la représentante du Morbihan a résumées dans le slogan «apprendre, vivre, travailler au pays». «A la fermeture des écoles — dans le Jura, des écoles communales sont en vente — il faut opposer la guérilla» a dit le délégué du Jura. Cette situation a été largement dénoncée, notamment par les délégués de Corse, des Hautes-Alpes, des Hautes-Pyrénées. A cela vient s'ajouter le problème du ramassage scolaire. De nombreux enfants doivent effectuer plus de 3 heures de transport par jour pour se rendre à l'école, certains sont absents de chez eux pendant 11 h par jour. Comment étudier dans de telles conditions de fatigue? Les parents d'élèves se sont regroupés dans l'Association nationale pour le transport des élèves de l'enseignement public (siège : 23, rue N.D. de Lorette) afin de se défendre. Une commission fonctionnait aussi sur le thème de l'enseignement en milieu rural. De nombreux intervenants ont rappelé les luttes menées contre le redéploi-

ment, interpellant le conseil d'administration sur le retard pris dans l'opération «école déserte» qui n'a été lancée que le 26 avril. «C'est 6 jours d'école déserte que nous avons faits dans la région niçoise» me disait la présidente des Alpes-mari-times.

### APPRENTISSAGE DE L'EXPLOITATION

«Séquences en entreprise», «Loi Legendre», ces expressions revenaient souvent pour désigner les stages en entreprises par lesquels Beullac entend livrer de la main d'œuvre gratuite au patronat. Un délégué ouvrier à l'arsenal de Tarbes est venu décrire à la tribune comment se passaient les stages dans son usine. «On a envoyé des stagiaires en habillement dans l'usine Playtex, dès le 1er jour on les a mis sur les machines en les faisant bourrer; résultat, le lendemain, le record était battu et l'on augmentait les cadences de l'ensemble des ouvrières» devait expliquer la déléguée de l'Isère. Bien souvent, c'est sur des machines sans aucune sécurité qu'on

force des jeunes sans préparation à travailler. Bien sûr, les éducateurs et les équipes pédagogiques, s'ils veulent rendre visite à leurs élèves dans l'usine, trouvent porte close.

### L'UNITE POUR L'ACTION

Devant une telle situation, de nombreux parents ont souligné la nécessité de s'unir avec les syndicats ouvriers pour lutter contre les stages Beullac, notamment au niveau confédéral.

Même si ça et là perçaient les contradictions entre le PCF et le PS, de l'immense majorité des interventions émanait avec force une grande volonté d'unité pour l'action. Les maternelles, la scolarisation des enfants d'immigrés, les grilles de vacances, le retard scolaire, autant de problèmes aggravés par la politique d'austérité à l'école. Une politique qui continue à évincer un peu plus tôt encore les enfants de travailleurs du circuit scolaire. Une institution qui n'a jamais mieux mérité son nom d'école de l'échec et du chômage. Un front où les travailleurs qui sont aussi des parents d'élèves refusent avec leurs enfants de faire les frais de la crise.

D'ores et déjà, ce 34e congrès de la FCPE laisse augurer des heures chaudes pour Beullac à la rentrée.

Léon CLADEL



# PROCES DE CHAMBERY : QU'ON LES ACQUITTE !

Le 6 juin aura lieu le procès de militants de notre parti pour «incitation de militaires à la désobéissance». Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML, apportera son témoignage pour dénoncer cette atteinte à la liberté d'expression. Dans une lettre ouverte à leur juge, ils ont recours aux armes... de l'humour pour démonter l'accusation lancée contre eux. Nous en publions quelques extraits avant de revenir sur cette affaire dans nos prochaines éditions.

Pour avoir diffusé le bulletin d'un comité de soldats, l'adjoint au maire de Chambery a été condamné à 1 000,00 F d'amende. Un autre conseiller municipal a écopé, quant à lui, 1 500,00 F. Visiblement, les enchères montent! A quelle sauce allons-nous être mangés, nous, militants du PCML qui allons bientôt être jugés pour avoir «incité des militaires à la désobéissance»? Mystère!

Mais, comme nous savons, M. le Juge, que votre temps est précieux et que vous n'attendez que la fermeture de notre dossier pour traquer les dangereux criminels qui sévissent dans notre pays, nous vous proposons une peine qui pourrait faire jurisprudence : la peine capitale pour toute personne qui cherchera désormais à démoraliser l'ar-

mée française! Imaginez, M. le Juge, l'effet dissuasif d'une exécution capitale publique bien menée, par exemple un jour de marché. Imaginez la fin du calvaire de M. Bourges, ministre de la Défense, qui pourra désormais dormir sur ses deux oreilles sans avoir à craindre les manifestations publiques des comités de soldats! (...)

De toute façon, nous plaçons coupables. Oui, nous avons bien diffusé *Le chasseur à lapins*. Mais avant qu'on nous passe la corde autour du cou, nous voudrions vous expliquer les raisons de cet acte ignoble : naïfs comme nous sommes, nous avons cru que les problèmes de défense concernaient chaque Français, aussi avons-nous pris la liberté — horreur — de diffuser le bulletin qui réclamait la reconnaissance de la liberté d'expression dans les caser-

nes, sûrs d'être garantis par la constitution et par la déclaration universelle des droits de l'Homme. Ceci ne nous empêchant d'ailleurs pas de ne pas partager certaines des analyses contenues dans ce bulletin. (...)

En attendant le jour de notre procès, nous voudrions simplement, M. le Juge, vous poser quelques questions sur lesquelles vous aurez tout le loisir de méditer : ne croyez-vous pas que l'activité sporadique du comité de soldats ne fait que traduire un profond ras-le-bol du contingent à qui on

refuse toute instruction militaire digne de ce nom et qui sait difficilement pourquoi on lui demande de sacrifier un an alors que dans le même temps on ne cesse de lui brailler les miracles de la détente?

Ne pensez-vous pas qu'un profond malaise existe également dans le corps des officiers et des sous-officiers?

Pensez-vous sérieusement que c'est en supprimant l'effet et non la cause, que c'est en réprimant l'activité des comités de soldats qu'on arrivera à résoudre ce problème?

# LE MAUVAIS PLAIDOYER DE GISCARD

Vendredi 23 mai, Giscard d'Estaing a accordé une interview aux deux chaînes de télévision, TF 1 et A 2. Thème : la récente rencontre avec Brejnev.

Pourquoi est-il allé à Varsovie sans en parler à personne? Simple, la France a une politique indépendante, elle n'a besoin des conseils de personne. Pourquoi une rencontre fausement officielle, divulguée à la presse 48 heures à l'avance? Logique, pour que le caractère de rencontre demeure à cet entretien qui était un simple échange de vue, une « conversation » comme le dit le Président lui-même, et non pas une « conférence » où des décisions auraient été prises. Pourquoi fallait-il voir Brejnev? Evident, pour bien connaître son analyse de la situation internationale : « Dans une situation de tension, il faut que les grands responsables du monde connaissent exactement le point de vue des autres. Beaucoup de catastrophes de l'histoire mondiale au cours des 50 ou 100 dernières années ont été dues à une absence de communication ou d'explication entre

grands responsables du monde... ». Le drame de la solitude des grands de ce monde en quelque sorte!

A en croire le Président qui s'explique, il n'y avait d'ailleurs nullement besoin d'explications : « Il y a, c'est pour moi une chose fondamentale, l'intelligence et le bon sens des Français. Je n'ai pas rencontré un Français dans la rue qui n'ait pas compris l'objet de mon voyage ». C'est-à-dire que le Président ne veut pas « fermer le livre d'histoire de la France », l'indépendance ne l'effraie pas.

Voire. Voilà bien des affirmations qui ne sont guère démontrées. En quoi le Président français a-t-il été ferme face à Brejnev? En acceptant que notre ambassadeur assiste, seul d'Europe, au défilé du 1er mai à Moscou? En permettant que les athlètes français participent aux Jeux de Moscou? En acceptant d'aller à une rencontre organisée par les autorités polonaises à Varsovie? En quoi? En réaffirmant au géant soviétique « l'intervention des forces de

l'armée soviétique en Afghanistan était inacceptable »?

Au contraire. En multipliant ce type de démarche au nom du droit de la France à avoir une politique indépendante, Giscard multiplie les concessions. Qu'a rapporté Giscard de son voyage? Rien. Qu'aura rapporté Brejnev? La certitude qu'au nom de la détente et de la paix, le Président français est prêt à bien des compromis. C'est probablement la même certitude qu'avait rapportée Hitler de sa rencontre avec Chamberlain... une discussion entre « grands » bien inégale.

Bien plus, est-ce de Varsovie que Giscard a ramené la justification de son absence à l'enterrement de Tito? On croyait qu'il était occupé, on trouvait déjà ça douteux. Eh bien non, c'est parce que Tito n'était pas venu ni à l'enterrement de de Gaulle, ni à celui de Pompidou! On croyait avoir un Président calculateur et politique, on découvre de bas sentiments de rancœur face à un homme qui laissera, lui, un tout autre image dans l'histoire mondiale, celle d'un résistant.



## EUROCERAL - MONTPELLIER

### COUP D'ENVOI CONTRE LES 800 LICENCIEMENTS

C'est le secrétaire du comité régional qui devait le premier prendre la parole : « On ne peut parler du problème d'Euroceral sans le situer dans le contexte, il faut savoir que dans notre région, depuis 1975, toutes les activités traditionnelles sont en régression : 16 000 disparitions d'emploi dans l'agriculture, 3 000 dans la bonneterie, l'habillement, le cuir et la chaussure, 2 000 dans le bâtiment et travaux publics... Après avoir dénoncé les conséquences néfastes sur l'agriculture de l'élargissement de la CEE et salué la lutte des mineurs d'Als qui occupent depuis 18 jours le fond du puits de Destival, il devait poursuivre : « Le chômage est en augmentation de 3 à 4% par rapport à 79, et atteint les 55 000 chômeurs, sans compter les non inscrits à l'ANPE. Nous sommes la première région de France pour le chômage et la dernière pour le revenu par famille. L'avenir est bien sombre, aussi nous disons que seule la puissance des luttes qui se lèvent ici offre un espoir, et c'est dans cet esprit que nous nous préparons à défendre l'emploi à Euroceral. Montpellier, capitale du Languedoc-Roussillon, est aussi la capitale du chômage et nous ne pouvons tolérer la disparition de 800 emplois ».

Ensuite le syndicat CGT de l'usine a pris la parole pour dénoncer les avantages et profits tirés par de telles usines-champignons qui naissent et disparaissent après avoir empoché de fâcheux profits. Ainsi, une action qui valait 100,00 F à la constitution du capital, vaut actuellement six mille francs. Et les bénéfices annuels sont de l'ordre de 140 millions de francs lourds ! Bien entendu, les patrons ont eu des facilités pour s'installer à Vendargues, près de Montpellier. Avantages négociés avec l'ancien maire, Me Delmas, actuel secrétaire d'Etat à l'environnement et au cadre de vie. Prix d'achat du terrain au plus bas, prêts auxquels s'ajoutent les primes forfaitaires de 21 000,00 F par emploi créé, distribuées par la Datar.

#### LES PERSPECTIVES DE LUTTE

« Il faut dire aussi qu'il existe à Tarbes une usine comme la nôtre, Ceraver, qui fabrique les mêmes produits et qui emploie 1 000 personnes. Sa situation est identique, elle doit aussi fermer, nous avons des contacts et allons les intensifier ». Ici, à la CGT, on pense qu'il ne faut pas attendre les derniers mois pour lutter contre la fermeture. En fait, « la bataille a commencé depuis un an, quand on a appris que le deuxième contrat : Coredis (contrat de 5 ans), ne serait pas renouvelé. Quand au début de l'année la direction a dit « Ouhé, nous fermions », nous avons enta-

mé la phase de mobilisation interne afin que les gens comprennent les intentions de la direction. Maintenant que les salariés d'Euroceral sont parfaitement conscients du problème, sont prêts à lutter, nous pouvons lancer la bataille vers l'extérieur. (...) Par ailleurs, nous contacterons les pouvoirs publics, ceux qui ont eu des responsabilités dans l'implantation de l'usine, ceux qui peuvent agir sur la reconversion, tous ceux qui pourront peser sur notre avenir. C'est notre avenir, c'est nous qui prenons en main, c'est nous qui mobilisons, mais nous utilisons tous les leviers dont nous pourrions disposer à tous les niveaux ».



Euroceral à Vendargues : mettre au rebut une usine de cinq ans à peine qui a déjà un passé de lutte...



## Un nouveau pas pour la défense du droit à la santé

Le parvis de la gare Montparnasse à Paris était animé d'une foule nombreuse et enjouée, vendredi 23, entre 11 h et 15 h. Et la haute tour noire qui domine la place voyait ses multiples vitres refléter banderoles et ballons... C'était le rassemblement appelé devant la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) par les syndicats de médecins et la CGT, la CFDT et la FEN, pour clamer haut et fort l'opposition des travailleurs et de la plupart des médecins à la nouvelle convention que le gouvernement veut faire signer début juin.



C'est bien ce que proclament les intervenants, tant les représentants des médecins que ceux des organisations syndicales : Robert Bono, pour la CFDT, Jacqueline Parent pour la CGT et Raymond Duvivier pour la FEN. Avec près de 20 000 personnes, c'était le rassemblement le plus important de tous ceux qui avaient lieu dans la plupart des villes de notre pays, devant les caisses locales ou régionales d'assurance-maladie.

Il était un peu plus de 14 h quand le rassemblement parisien s'ébranla en manifestation pour remonter l'avenue du Maine pendant que les délégations CGT, CFDT, FEN recontraient Maurice Derlin, président de la CNAM. Pendant que les délégués étaient poliment écoutés, l'intimité de la réunion était conservée par une bonne brochette de CRS, la manifestation chantait avec cœur, une série de slogans sur la défense de la Sécurité sociale et réclamait une nouvelle convention.

La forte mobilisation des syndicats de médecins — qui avaient appelé à fermer les cabinets médicaux pour la journée du 23 — et l'importante présence des travailleurs qui avaient répondu une nouvelle fois au mot d'ordre de débrayage ont montré que le premier recul du gouvernement sur le décret Berger n'a pas réussi à désamorcer la volonté de lutte qui s'était manifestée avec force le 13 mai.

Certes, c'est ce même 23 mai que le conseil d'administration de la CNAM — où siègent majoritairement FO et CNPF — a approuvé la nouvelle convention et il s'apprête à la signer la semaine prochaine avec le syndicat ultra-minoritaire de médecins, la FMF... mais la partie n'est peut-être pas perdue tout de suite jouée pour le gouvernement et le patronat. C'est aussi ce même vendredi que l'un des porte-paroles du RPR a demandé au gouvernement de retirer son projet de convention, « qui va entraîner la création d'une médecine à double secteur, une pour les riches, une pour les pauvres ». Ainsi le front de la majorité se fissure.

On sait bien — c'est Bergeron qui l'a affirmé devant les caméras de la télévision — que si Berger a retiré sa loi, cela n'a aucun rapport avec les manifestations massives du 13 mai ! Alors, il est sans doute mal intentionné de prêter au RPR un quelconque suiviisme par rapport au mécontentement qui s'est exprimé le 23. Voilà pourtant qui va isoler un peu plus le gouvernement dans son projet de réforme de la Sécurité sociale.

Côté syndical, les travailleurs ont prouvé à plusieurs reprises leur volonté de défendre leur droit à la santé. Vendredi 23, les dirigeants de la CGT, de la CFDT et de la FEN ont appelé à continuer la mobilisation sans pour l'instant donner de perspectives plus concrètes. Or, sans nouvel objectif clair, il est probable que la mobilisation actuelle s'éffrira rapidement avec le grand risque que le gouvernement fasse passer en douce ses plans. Les dirigeants syndicaux devront donc rapidement faire connaître leurs nouvelles initiatives, sur la question de la Sécurité sociale. Les semaines d'action sur les bas salaires et l'emploi précaire, annoncées déjà par la CGT et la CFDT, ne peuvent pas être considérées comme les relais de la mobilisation en cours. Et ceci même si elles se font en commun CGT et CFDT. Séguy et Maire s'y sont pour ainsi dire engagés.

Si ces mobilisations se font en commun, si les actions continuent sur la défense du droit à la santé pour tous, on pourra penser que la période noire de la division syndicale a été enterrée par les responsables de la CGT et de la CFDT. Sous la pression des travailleurs et devant l'ampleur de l'attaque sans doute. Mais sur les raisons de la division, aucune explication n'a été donnée, tant du côté CFDT que du côté CGT, ni sur la réconciliation apparente de ces derniers jours. Ce qui n'est pas sans provoquer un certain malaise chez les militants syndicaux : vendredi 23 mai, à Paris, très peu de sections d'entreprises CGT et CFDT manifestaient ensemble et on pouvait compter sur les doigts d'une main les banderoles communes.



Car, pour construire l'unité qu'il nous faut aujourd'hui contre Giscard et Barre, les travailleurs ne peuvent se satisfaire de ces volte-face de leurs dirigeants syndicaux. Il faut poser les problèmes et les régler par la discussion et non pas pratiquer la politique du « on efface tout, on recommence ».

Claire MASSON

## COUP FOURRÉ

### LE DROIT DE GREVE MENACÉ A L'EDF

L'Assemblée nationale votait le 22 mai dans la plus grande discrétion, un projet de loi amendé par le gouvernement, sur « la sécurité et la sûreté des installations nucléaires ». Sous couvert de sécurité, il aurait pour conséquence de restreindre le droit de grève des travailleurs des secteurs concernés, de l'EDF en particulier.

C'est ce qui a motivé les coupures de courant du lendemain 23 mai, à l'appel de la CGT et de la CFDT, en première riposte.

Nous avons rencontré pendant cette action (dans la matinée du 23) M. Maupoil, secrétaire général adjoint de la CGT-EDF.

M. Maupoil décrit d'abord dans quelles conditions à EDF et selon la CGT, intervient cette mesure. Ce sont celles d'une lutte engagée depuis plusieurs années dans des conditions difficiles puisque directement contre le gouvernement et sa politique, sur deux plans essentiels :

— pour l'amélioration des conditions de travail, des salaires et contre la remise en cause des dispositions et droits acquis. Sur ce plan, les travailleurs d'EDF sont confrontés à l'application dans leur secteur de la politique de blocage et de remise en cause des droits acquis, conduite par Giscard-Barre ;

— la restructuration d'EDF entreprise par le gouvernement : projet de confier la production d'électricité par centrale à vapeur au secteur privé (c'est la loi Giraud) ; un autre projet prévoit que les 300 subdivisions et les 1 300 districts actuels seraient réduits d'environ 450 agences.

Un autre projet de loi (loi Tranchant) menace en outre les activités sociales de la CGT.

Depuis 1969, date à laquelle la convention avait été signée par tous les syndicats, sauf la CGT, l'unité a progressé avec la CFDT (non sans difficultés tactiques), ce qui ne peut plaire au patronat. Une avancée des luttes dans un secteur-clé comme l'EDF, aux incidences considérables sur le plan de la production, ne manquerait pas d'avoir des répercussions sur le niveau général des luttes.

M. Maupoil tient à rappeler à ce sujet que jamais l'arme dont disposent ainsi les travailleurs n'a été utilisée à tort et à travers. Une sécurité à toujours été assurée lors des actions engagées par les syndicats (le gouvernement ne peut en dire autant : voir la fameuse panne il y a un an). Si les travailleurs restaient chez eux, il n'y aurait plus du tout de courant !

Venons-en au projet voté à l'Assemblée.

« Le gouvernement — explique M. Maupoil — veut prendre des mesures coercitives pour entraver les possibilités d'action des travailleurs. Il s'en prend au droit de grève. Il a attaqué de manière détournée, ainsi le projet voté au Parlement porte sur la "sécurité et la sûreté des installations nucléaires" quelles qu'elles soient. Cela ne concerne pas l'EDF : la chimie aussi, les entreprises qui travaillent aux installations nucléaires. L'amendement introduit par le gouvernement indique que le non respect des règles strictes de sécurité entraînerait pour tout individu qui y manquerait, sa traduction devant les tribunaux et sa révocation immédiate (pour une entreprise, le retrait immédiat de son contrat). Dans l'exposé des motifs, il est dit que la loi ne s'applique pas à la grève. Mais les règles de sécurité dont il est question ne sont pas définies, ni l'autorité qui les définira. »

« Donc, ce sera par décret. Pour ce qui est des sanctions, un travailleur pourrait être révoqué sans

pouvoir faire appel à une juridiction quelconque, sans défense dans l'immédiat.

« Pour EDF, cela remet en cause l'article 6 du statut qui prévoit qu'avant révocation il y a une mise à pied pour une durée d'un mois, mise à profit pour que statue une commission paritaire (avec les syndicats) ».

Dès que la CGT a eu connaissance du projet, elle a pris contact avec la CFDT, FO, l'UNCM, la CFTC. Après discussion, ce fut l'appel à 3 heures de grève avec seulement la CFDT. L'action, selon les informations partielles dont dispose à ce moment M. Maupoil, est suivie à un pourcentage très élevé.

Ce projet du gouvernement s'inscrit dans le cadre d'une politique délibérée du pouvoir d'atteinte aux libertés en général. De telles mesures coercitives, les sanctions individuelles, contre les organisations syndicales, financières ou autres qui se multiplient en ce moment,

visent à entraver l'exercice du droit de grève et donc en fin de compte à priver les travailleurs de ce droit fondamental. Enfin, M. Maupoil précise ce qu'envisage la CGT.

« C'est un problème de rapport de force. Nous voulons créer les conditions pour que le personnel puisse réagir sans oublier, surtout pas (nous ne tomberons pas dans ce piège), les revendications et dans l'unité la plus large possible, avec les autres syndicats que nous revoiyons mercredi prochain. Quant aux moyens : des actions bien sûr qu'on définira au fur et à mesure ; les moyens juridiques aussi (par exemple à propos de la remise en cause d'un contrat collectif par un procédé de ce genre) ; nous interviendrons également auprès des parlementaires (députés et sénateurs) puisque le projet doit être discuté au Sénat puis revenir à l'Assemblée en deuxième lecture. »

Gilles CARPENTIER

## RENAULT-MACHINE OUTIL

### VERS

### L'ACTION CONCERTÉE

La branche machine-outil Renault comprend 2 200 salariés en 5 entreprises et assure un chiffre d'affaire de 563 millions de nouveaux francs, en progression de 40% sur 1978.

Ces cinq entreprises ont pour vocation d'équiper leur maison-mère, la RNUR, en machines-outils, robots, moyens de manutention automatique et de contrôle. Elles sont rattachées à la Régie Renault, par un holding essentiellement financier, RIET (Renault Industries Equipements et Techniques).

Une rencontre entre les élus CGT des entreprises SEIV automation, ACMA, Construction de Clichy, respectivement à Evry (Essonne), Beauchamp (Val d'Oise) et Bobigny (Seine St Denis), Société mécanique de Castres, a permis de constater que si des différences existent entre elles quant aux avantages sociaux, un bon nombre de similitudes apparaissent :

— Il est fait abondamment appel à la main d'œuvre intérimaire et à l'utilisation massive de la sous-traitance, tandis que les directions refusent l'embauche du personnel fixe nécessaire à la charge de travail.

— Les conditions de travail se détériorent en fonction d'une organisation aléatoire d'une volonté d'accroître la productivité, d'un chantage permanent à la compétition.

— Les bilans annoncent régulièrement des déficits chroniques et organisés. En

effet, les commandes de machines spéciales par la RNUR se font à des conditions telles que la filiale est pressurée, pendant que la maison-mère multiplie ses profits en automatisant ses chaînes à outrance.

— Ce déficit programmé sert de prétexte à remettre en cause le pouvoir d'achat des salariés, les avantages acquis suivant l'entreprise ; la perte sur les salaires varie de 3 à 10% pour l'année 1979.

— Dans tous les cas, les directions d'entreprise ne servent que de paravent à la Régie Renault pour refuser la satisfaction des revendications du personnel.

Il apparaît donc que ces entreprises ne sont que des pionniers dans les mains de la Régie Renault, que tout ce qui les concerne est décidé par les financiers de RIET (Renault Industries Equipements et Techniques) et que face à ce pouvoir centralisé, il est nécessaire d'organiser une coordination des moyens de riposte des travailleurs.

En conséquence, une action concertée est prévue pour :

- le maintien du pouvoir d'achat,
- l'embauche du personnel nécessaire, en premier lieu des intérimaires et la suppression du marchandage,
- l'uniformisation des avantages sociaux et des grilles de salaires à l'échelon de la branche Machine-outil,
- la création d'un Comité central de groupe.

Communiqué

## PEUGEOT ATTAQUE SEGUY EN DIFFAMATION

La direction du groupe Peugeot a décidé d'attaquer le secrétaire de la CGT, Georges Séguy, en justice, pour « diffamation ». Séguy avait mis en cause la responsabilité de la direction de Peugeot dans la mort de Philippe Marchau, jeune délégué CGT, de Peugeot Sochaux, qui s'est suicidé en février dernier.

Le secrétaire de la CGT avait porté ces accusations lors d'une interview accordée à France Inter le 26 février. On se souvient que c'était pour cette même raison que la tribune libre de la CGT sur FR3 avait été censurée quelques jours auparavant. La direction de

Peugeot, qui n'a pu faire taire le dirigeant de la CGT, cette fois l'attaque en justice. Il faut dire que Séguy, en accusant Peugeot, se faisait le porte-parole de tous les travailleurs de Sochaux qui ont pu voir à l'œuvre la machine à réprimer Peugeot.

Voici des extraits du communiqué publié par la CGT le 28 avril dernier :

« ... Peugeot, c'est aussi Chrysler Talbot, Citroën, c'est-à-dire le patronat des usines de l'automobile où sévissent des milices CFT-CSI antisyndicales, antiouvières, avides de profits, utilisant les méthodes les plus poussées pour tenter de briser la résistance des travailleurs, leurs libertés individuelles et collectives, leur droit syndical pour mieux les exploiter... ».

Pierre Maître à Reims.

« Le bureau confédéral directement visé en la personne de son secrétaire général Georges Séguy, relève le défi de ce puissant groupe patronal, avide de profits, utilisant les méthodes les plus poussées pour tenter de briser la résistance des travailleurs, leurs libertés individuelles et collectives, leur droit syndical pour mieux les exploiter... ».

Peugeot : machine à exploiter, machine à réprimer et aussi ... machine à bailloigner ?

## MARSEILLE

### LE PRIX DE LA TENACITE : LA SAM R'OUVRE

La Société des ateliers de la Méditerranée (SAM) devient la société Méditerranée-Industrie (MED-IN) ; simple changement de sigle à classer dans les « avis financiers des sociétés » ? Certes pas car entre les deux noms, il y a onze mois de lutte acharnée des 150 travailleurs de la SAM.

Rappelons que leur entreprise devait être liquidée avec la réparation navale marseillaise, elle connut un sursis de quelques mois grâce à une « gréance libre » qui n'empêcha pas le 9 mai 1979, le licenciement de tout le personnel. La section CGT de l'entreprise n'a ja-

mais accepté ce mauvais coup et il faudrait un livre pour relater toutes les initiatives : pas une manifestation sans leur présence, peu d'édifices publics où ils n'avaient déployé leur banderole : « La SAM vivra », des centaines d'articles, des milliers de tracts, des nuits d'occupation et de surveillance de l'usine, des expos photos sur tous les marchés de Marseille, le train Paris-Vintimille bloqué, une radio hebdomadaire, une grève de la faim, etc. L'imagination n'a pas manqué, mais il a fallu surtout de la ténacité pour passer outre aux promesses sans lendemain du

mair et aux coups bas du patronat local, ne pas se décourager après les interventions policières, continuer la bagarre même lorsque le soutien était réduit lors de l'été 79.

Tous ces efforts ont été couronnés de succès. Aujourd'hui, l'entreprise a rouvert ses portes et le nouveau patron a dû négocier d'emblée avec la section CGT l'embauche prioritaire des ouvriers de la SAM. Un accord a été signé qui prévoit une hausse des salaires de 17% par rapport à l'an dernier, le 13e mois, le paiement de 50% des tickets-repas ; le syndicat est reconnu,

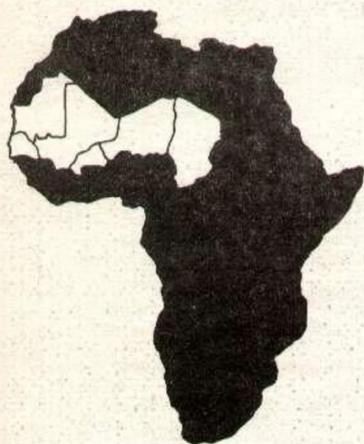
il tiendra ses promesses dans l'entreprise et reconstruira la direction tous les 15 jours.

Comme le déclarait le secrétaire de la section CGT lors d'un rassemblement de la victoire tenu devant la porte : « Lorsque nous lèverons nos verres à la victoire, les patrons seront en deuil, l'avenir appartient à ceux qui luttent ».

Les travailleuses licenciées de Prior, présentes parmi les nombreuses délégations, étaient bien décidées à faire preuve de la même détermination pour sauver leur emploi.

Hervé DASTAR

# QUI EST RESPONSABLE DE LA MISERE EN AFRIQUE ?



Mauritanie, Sénégal, Mali, Haute-Volta, Niger et Tchad, six pays autrefois colonies faisant partie de « l'Afrique occidentale française ».

Six pays traversés d'ouest en est par une étroite bande de terres : le Sahel dont le climat partagé entre saisons sèche et humide recèle un équilibre fragile. 60% de la population agraire de ces pays vit dans la zone du Sahel où se fait l'agriculture de subsistance, mais également la grande culture destinée à l'exportation.

## CETTE REGION AUTREFOIS RICHE

Vers la fin du IXe siècle, selon les récits des voyageurs de l'époque, le Sahel est la région la plus riche de l'Afrique, celle où les hommes, en pratiquant à la fois la culture des céréales, la chasse, la pêche et l'élevage, ont l'alimentation la plus riche et la plus variée de tout le continent.

Aujourd'hui, au Sahel, on meurt de faim, les sols sont appauvris quand ce n'est pas le désert qui gagne. Alors, que s'est-il passé ? La sécheresse, seulement la sécheresse ?

Au XVIe siècle, quand la France, l'Angleterre, l'Espagne organisent la traite des Noirs, le long du Golfe de Guinée, du Sénégal au Bénin, l'esclavage est depuis longtemps installé au Sahel. Mais la traite des Noirs, pour le plus grand profit des compagnies commerciales européennes, ajoute une dimension nouvelle à l'esclavage : elle vide la région d'une bonne partie de ses forces vives, la privant ainsi de ses meilleurs bras pour la mise en exploitation des terres.

### LES «BIENFAITS» DE LA COLONISATION

Fin XIXe siècle commence la colonisation de l'Afrique. C'est la France qui intervient en Afrique occidentale. Il faut d'abord soumettre les populations ; c'est ce qu'on appelle la « pacification », en réalité la guerre de conquête qui désorganise la vie sociale et économique, décime la population. Famines et épidémies ajoutent leur lot de victimes.

Un chiffre donne une idée de l'ampleur de la tragédie : entre 1890 et 1925, la population diminue d'au moins un tiers !

Mais après la saignée brutale de la conquête intervient la transformation des structures agraires au gré des intérêts coloniaux. Progressivement, les puissances coloniales ont brisé l'agriculture de subsistance au profit d'une agriculture tournée vers l'exportation.

D'abord, l'administration coloniale établit l'impôt sur la personne et la taxe sur les troupeaux. Cet impôt vient s'ajouter à la dime traditionnelle d'avant la colonisation, mais il est beaucoup plus lourd. En 1940, il représente la moitié des gains des paysans !

A l'impôt, il faut ajouter les réquisitions en argent, destinées à reconstruire la France après la guerre 14-18. En 1930, ces réquisitions « volontaires » existaient encore !

Existe aussi, à peine différente de l'esclavage, la réquisition en hommes pour construire les chemins de fer et les routes en Haute-Volta, au Sénégal, au Mali. Les paysans du Niger sont envoyés sur les chantiers du Dahomey.

L'administration recrute aussi pour l'armée coloniale. Pendant la guerre 14-18, environ 150 000 hommes de l'« Afrique occidentale française » sont envoyés au front, en Europe. Près de 25 000 mourront, sans compter les disparus.

Enfin, les paysans sont encore obligés de fournir à bas prix les céréales nécessaires aux travailleurs des chantiers, aux soldats des garnisons et aux employés de l'administration.

Les conséquences de ces mesures ne se font pas attendre. Pour payer les taxes et impôts, les paysans sont amenés à vendre toujours plus de grain, toujours plus d'animaux, qui leur sont pourtant indispensables pour subsister. Les réserves et même les semences, traditionnellement stockées dans les villages avant le « temps béni des colonies » sont entamées. Ce sont ces stocks qui permettaient aux paysans d'assurer la soudure entre deux récoltes ou même d'échapper à la famine quand la sécheresse détruisait les cultures sur pied. On imagine donc ce que signifie la destruction de ces stocks...

### LA LOI DES COMPAGNIES COLONIALES

Mais tout ceci n'est qu'une première étape. Les grandes compagnies coloniales françaises comme la SCOA (Société coloniale de l'Ouest africain) ou la CFAO (Compagnie française de l'Afrique occidentale) veulent gagner de l'argent, beaucoup et vite. Le meilleur moyen, c'est d'obliger le paysan à cultiver des denrées rentables — rentables pas pour lui, mais pour la compagnie qui les revendra à bon prix en Europe. Ces denrées d'exportation, ce sont les arachides et le coton. Tant pis si, pour les cultiver, le paysan doit délaisser ses cultures vivrières : messieurs les patrons des grandes compagnies ne veulent pas entrer dans ces considérations. Et quand la famine s'abattra en 1931 au Niger, on pourra toujours accuser les sauterelles ou la sécheresse... Comme en 1973.

1980 — Un milliard d'hommes, de femmes et d'enfants souffrent de la faim. Non seulement la faim dans le monde ne recule pas, mais elle progresse. 17 millions d'enfants en sont morts en 1979. Plus d'un quart de la population africaine ne consomme pas la ration minimum de calories indispensables à la vie. Pourquoi ?

Faut-il maudire la nature hostile ? La pauvreté des sols ? Le ciel ou l'enfer ?

Non, le crime est signé, perpétré de longue date. Et les morts qui endeuillèrent le Sahel lors de la grande famine de 1973-74 ne sont pas tombés sous les coups de la fatalité.

La mort et la faim portent un nom : l'impérialisme.

# LE SAHEL



## CEUX QUI SE NOURRISSENT DE LA FAMINE

La famine au Sahel ne sera pas dramatique pour tout le monde. Sous couvert d'« aide aux populations sinistrées », quelques trusts agro-alimentaires sont en train de mettre la main sur des milliers d'hectares, vidés de leur population. C'est ce que révèle l'enquête du Comité information Sahel intitulée : « Qui se nourrit de la famine en Afrique ? ».

« Les solutions effectives envisagées par les bailleurs de fonds, celles qui apparaissent comme les plus susceptibles d'être réalisées (...) ont pour objectif premier, plutôt que la restauration et l'amélioration des conditions de vie des populations sinistrées, l'utilisation des territoires qu'elles occupent à des fins de production nouvelles pour l'exportation. »

« La famine leur offre à cet égard d'intéressantes perspectives. Le dépeuplement partiel provoqué par la mort et l'exode de centaines de milliers de personnes ; l'expropriation de fait qui en résulte, outre celle de milliers de petits paysans ruinés par la famine, rend disponibles d'immenses territoires qui, dans la perspective actuelle d'une pénurie alimentaire mondiale acquièrent une valeur nouvelle ».

Plus loin, à propos de la nature des investissements et des projets, l'enquête précise : « Les uns et les autres portent surtout actuellement sur l'industrie alimentaire, destinée à l'approvisionnement des marchés européens, américains ou japonais, c'est-à-dire en priorité sur les ranchs d'élevage et les entreprises maraîchères. (...) Des expériences-pilotes avaient déjà eu lieu avant la sécheresse au Niger, à Efrakane, où un ranch de plusieurs milliers d'hectares, employant quelques bergers Peuls salariés, alimente un troupeau permanent de 6 000 têtes. (...) Ce sont surtout de grosses sociétés multinationales qui s'intéressent à ce développement. Il en est de même pour la culture maraîchère agro-industrielle, représentée au Sénégal par la BVD, filiale multinationale d'une société californienne ».

Depuis la colonisation jusqu'à la sécheresse de 1973, le paysan du Sahel avait été dépossédé de la commercialisation de sa production. Avec ces nouveaux projets, c'est une nouvelle étape de la pénétration impérialiste qui est en marche : l'expropriation des paysans de leurs terres, le passage de la production aux mains des grands trusts.



### CE QU'EN PENSE GISCARD

« Nous ne guérirons pas la misère du monde. Ni nous, ni d'autres. Cette misère, même si elle change avec le temps, est inscrite dans la fibre de l'espèce humaine, comme la maladie et la mort » (Giscard d'Estaing, 1973).

Fatalité inscrite dans la fibre de l'espèce humaine ? Ou seulement dans la chair de ceux qui meurent écrasés par votre pillage impérialiste, monsieur le Président ?

Comment imposer aux paysans les cultures d'exportation ? C'est l'administration coloniale, toute dévouée aux compagnies, qui s'en chargera. Tout simplement, en imposant une quantité à produire par village ou encore en organisant ce qu'on appelle le « champ du commandant » sur lequel devaient travailler tous les adultes de 15 à 50 ans.

Le passage de l'impôt en nature à l'impôt en espèces est un autre moyen qui permet d'étendre les cultures d'exportation. Car 1 kg de coton rapporte plus d'argent au paysan qu'1 kg de sorgho. Gain bien illusoire d'ailleurs car s'il faut 88 jours de travail pour cultiver un hectare de sorgho, il en faut 201 pour la même étendue en coton.

En même temps que les compagnies coloniales imposent l'agriculture d'exportation, elles mettent en place un système commercial dont elles ont le monopole. Les prix valent selon les mois de l'année : par exemple en 1932, quand le paysan, aculé par l'impôt, vend sa récolte de mil à 0,35 F, peut-être quelques mois plus tard, pour assurer la soudure, devra-t-il racheter le même mil à 0,80 F ou 1,00 F.

La pauvreté des paysans du Sahel s'aggrave encore dans les années 30 en raison de l'intégration de ces pays au commerce international. La crise de 29 provoque un effondrement des prix des matières premières, par exemple le bétail du Sahel perd de 4 à 5 fois sa valeur.

En brisant totalement l'équilibre alimentaire des populations, en entraînant la disparition des stocks de céréales, en imposant le remplacement des cultures vivrières par les cultures d'exportation, la colonisation française dans les pays du Sahel porte donc l'entière responsabilité des famines qui jalonnent l'histoire de ces pays jusqu'à l'indépendance : 1919, 1920-21, 1927, 1931, 1941-42, 1945, 1954-55.

La sécheresse et autre histoire de sauterelles ne datent pas de la colonisation. Elles ne sont que le détonateur qui transforme une situation de disette chronique en famine meurtrière.

Claude LIRIA

Bibliographie : Famines et dominations en Afrique noire (Editions L'Harmattan - 51,00 F)

## L'ECHANGE INEGAL

1960, c'est l'année de l'indépendance pour les pays du Sahel. Une indépendance toute relative puisque, si l'armée et l'administration françaises ont quitté le pays, les anciennes compagnies commerciales, concurrencées par quelques trusts américains, sont toujours là.

Les grandes orientations économiques imposées par la colonisation sont maintenues après l'indépendance. Les cultures d'exportation sont même développées.

Au Sénégal, en 15 ans, 3 millions d'hectares de terres vierges sont mis en culture pour l'arachide.

Au Niger, en 1966, le président déclare : « L'arachide est le pilier de l'économie nigérienne ». Dans ce pays, en 1945, 9 000 tonnes d'arachides sont commercialisées ; en 1965, 156 000 tonnes ; en 1969, 164 000 tonnes. L'essentiel est exporté vers la France.

A quel prix ?

Dès que les compagnies coloniales, vers les années 1940, ont été assurées que les paysans du Sahel continueraient à cultiver, bon gré mal gré l'arachide, les prix d'achat ont alors commencé à baisser. Et la tendance à la baisse continue de nos jours : de 1962 à 1965, la diminution du prix de l'arachide est de 50% ! Même chose pour le coton.

Comme l'indique la société Nitex implantée au Niger : « La valeur du coton fibre sur le marché mondial au cours des deux décennies écoulées a marqué une tendance continue à la détérioration. Exprimés en francs, les prix de vente actuels sont inférieurs à ceux de 1950. Traduits en monnaie constante, on peut considérer que ces prix ne sont guère que la moitié de ceux en vigueur il y a 20 ans ».

Parallèlement, les prix de vente des produits industriels vendus par la France aux pays du Sahel sont en

hausse constante. Au Niger, en 1962, une tonne d'arachide valait 10 tonnes de ciment. En 1965, elle n'en vaut plus que 5,5.

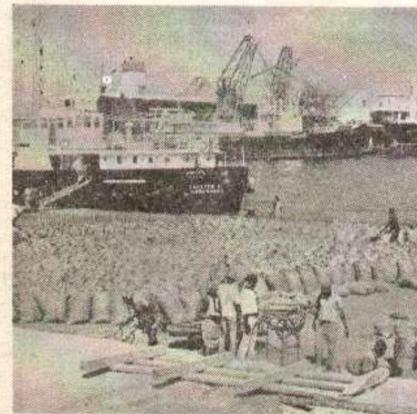
En Haute-Volta, en 1971, un multiculteur importé de l'étranger coûte 16 000 francs CFA ; le même multiculteur coûte 30 000 francs CFA en 1973 !

En outre, l'extension des cultures d'exportation qui s'est faite au détriment des cultures vivrières a rendu les pays du Sahel dépendants des pays capitalistes développés pour leur alimentation, c'est-à-dire les céréales. Cette dépendance qui fait des populations du Sahel des « assistés permanents », s'est encore accrue avec la sécheresse des années 72-74. Or, le prix des denrées alimentaires vendues au Tiers monde par les USA, le Canada, la France, etc. augmente : en 1913, au Sénégal, avec 100 kg d'arachide, on pouvait acheter 118 kg de riz. En 1968,

avec 100 kg d'arachide, on n'achète plus que 34 kg de riz !

Dans ces conditions, faut-il s'étonner si le commerce entre la France et ses anciennes colonies est constamment déficitaire pour ces dernières ? En 1972, 14 pays d'Afrique noire francophone (dont les 6 pays du Sahel) ont importé de France pour 485 milliards d'anciens francs de marchandises tandis que leurs propres exportations vers la France ne leur rapportaient que 310 milliards d'anciens francs.

Finalement, comment ne pas exiger, avec l'ensemble des peuples du Tiers Monde, l'abolition de ce vieux ordre économique mondial où les riches s'enrichissent de l'appauvrissement des plus pauvres. La revendication d'un juste prix pour les matières premières n'est qu'un premier pas. C'est toute l'orientation économique imposée par les compagnies et les trusts qui doit changer pour que soit satisfait le premier besoin de l'homme : manger.



Vingt ans après l'indépendance, l'économie est toujours axée sur les produits d'exportation au détriment des populations rurales. D'un côté, le coton et l'arachide destinés au marché occidental, de l'autre le mil et le sorgho, le riz, les haricots et le manioc qui ne suffisent pas à nourrir la population du Sahel.

En 1974, 54% des habitants du Tchad, 49% au Mali, 48% en Mauritanie et 47% au Niger étaient en état de sous-nutrition.



# CONTRE GISCARD ET CONTRE LA GUERRE, UN CANDIDAT MARXISTE-LENINISTE AUX PRESIDENTIELLES DE 81

Entretien avec  
**Camille Granot, Pierre Burnand et Pierre Bauby,**  
membres du Secrétariat du Comité Central du PCML

La dernière session du CC a annoncé la présentation d'un candidat marxiste-léniniste aux présidentielles de 81. La première question qui vient à l'esprit, c'est de savoir si les travailleurs ont vraiment quelque chose à attendre de ces élections.

**Pierre Burnand :** De notre point de vue, les élections présidentielles, comme les élections en général, ne peuvent pas changer fondamentalement la situation des travailleurs. La transformation de la société ne peut pas s'opérer par la voie électorale. Ceci dit, nous considérons que les périodes électorales sont des moments de lutte politique importants dans notre pays et qu'il est nécessaire pour les marxistes-léninistes d'y être présents afin de poursuivre dans cette situation particulière la lutte menée quotidiennement dans les entreprises pour la défense des intérêts des travailleurs.

Mais il va déjà y avoir au moins une dizaine de candidats. Qu'est-ce que les marxistes-léninistes ont de si important à dire qui justifie une candidature supplémentaire ?

**Camille Granot :** C'est sûr qu'un certain nombre de candidats diront des choses que nous disons. Ils seront au moins dans les mots, les porte-paroles des revendications des travailleurs. Il nous semble que ça n'est pas suffisant aujourd'hui. Il nous faut un candidat à la fois contre Giscard et contre la guerre. C'est-à-dire un candidat qui soit représentatif des travailleurs de notre pays et de leurs luttes et aussi qui dise les menaces qui pèsent sur la classe ouvrière et notre peuple à l'échelle internationale. Un candidat qui dénonce l'agression de l'URSS en Afghanistan et dans le Sud-est asiatique. Si on regarde la scène politique française aujourd'hui, il n'y a aucun candidat qui soit à la fois contre

Giscard et contre la guerre. C'est ça qui nous a conduits à envisager une candidature marxiste-léniniste.

Pourtant, le candidat du Parti socialiste se présentera bien contre Giscard et on ne peut pas le considérer comme un soutien de la politique agressive de Brejnev.

**Pierre Burnand :** En ce qui concerne le candidat du PS — que ce soit Mitterrand, Rocard ou un autre, son opposition au capitalisme est à notre avis surtout verbale. D'autre part, pour ce qui est de la lutte contre la montée de la guerre, les positions du Parti socialiste sont assez inconséquentes. On peut en prendre deux exemples récents. C'est le soutien à l'opération Carter contre l'Iran de la part de Mitterrand. Et ce sont les déclarations de Deferre à son retour d'Union soviétique dans lesquelles il explique que l'URSS ne fait que se défendre face à une menace quasiment universelle. Il va même jusqu'à donner l'impression qu'à l'heure actuelle, c'est la Chine qui menace l'URSS.

**Rocard ne dit pas ça.**

**Pierre Burnand :** D'abord Rocard soit dit en passant, il n'a rien dit pendant longtemps et c'est comme ça que sa cote a monté. Mais les positions qu'il développe sur le changement ne divergent pas fondamentalement d'avec la politique mise en œuvre par Giscard d'Estaing.

Et même si son analyse de la situation internationale est sensiblement différente de celle de Mitterrand, sa politique demeure frappée du sceau de l'inconséquence. Rappelons seulement qu'au moment où Giscard évoquait dans ses vœux les dangers de guerre (déclarations qui ne faisaient que traduire une réalité à laquelle Giscard ne fait pas face) Rocard protestait contre la «dramatisation».

On pense que grâce à la présentation d'un candidat marxiste-léniniste, un certain nombre d'idées — qui ne sont pas seulement les nôtres — pourront être développées et concourir à faire avancer l'unité dans l'action.

Est-ce que la nécessité de s'unir pour mener la lutte et faire reculer le gouvernement — tu viens de donner l'exemple de la santé — ne concerne que des objectifs d'ordre économique et social ? Est-ce que la classe ouvrière n'a pas aussi des choses à dire dans le domaine politique ?

**Pierre Burnand :** La campagne électorale sera un moment où l'on mènera l'action en faveur de certaines revendications qui nous paraissent particulièrement importantes pour améliorer les conditions de lutte de la classe ouvrière pour qu'elle se trouve dans une meilleure situation face à la bourgeoisie.

Par exemple, il nous semble important à l'heure actuelle de mener une lutte sur la question des libertés démocratiques qui sont battues en brèche de façon importante.

De même, il faudra mener campagne en faveur de l'égalité des droits politiques entre Français et immigrés. C'est un des plus gros problèmes qui se trouve posé aujourd'hui que d'avoir une part importante de la classe qui se trouve privée des droits les plus élémentaires. L'égalité des droits politiques, c'est une question-clé pour l'unité.

A travers cela se trouve également posée la nécessité d'un changement de société. Car nous ne pensons pas que l'égalité effective entre travailleurs français et immigrés puisse être obtenue dans le cadre du maintien du capitalisme. Par contre, ce que nous pensons, c'est que des succès peuvent être remportés, des réformes imposées qui iront dans ce sens.

C'est une question importante qui touche un des traits fondamentaux de notre société qui est son caractère impérialiste.

C'est une question sur laquelle l'ensemble des forces politiques qui se réclament de la classe ouvrière ont à prendre position.

**Camille Granot :** A ce sujet, il y a un autre point dans la déclaration de notre Comité central sur

lequel le candidat marxiste-léniniste devra intervenir. Il s'agit du droit à l'indépendance des peuples des prétendus départements et territoires d'outre-mer. La télévision française et ses émissions spécialisées de FR 3 nous montrent les villages de Martinique ou de Guadeloupe comme des villages français. C'est un point sur lequel on doit être très clair et très ferme et sur lequel on doit faire un certain nombre de révélations. Sur la situation des peuples de ces pays. Sur le fait que tant que les hommes de ces pays ne seront pas libres, notre peuple, notre classe ouvrière, ne pourront pas être libres. Pour nous, une France socialiste sera une France qui reconnaîtra l'indépendance de ces peuples.

**Pierre Burnand :** La lutte pour la libération des prisonniers politiques et l'amnistie constituera

également un des thèmes-clés de la campagne. Il y a en ce moment dans notre pays plus d'une centaine de prisonniers politiques. C'est un fait trop souvent ignoré que notre candidat devra dénoncer au cours de cette campagne.

**Pierre Bauby :** Ce qu'il faut indiquer également, c'est qu'une réflexion va se développer dans le parti et autour sur la définition de ces revendications de caractère économique et politique.

La question de taille qui vient à l'esprit une fois qu'on a fait un peu le tour de ce que seront les thèmes de la campagne, c'est qu'un candidat marxiste-léniniste, c'est très bien, mais parviendra-t-il seulement à faire partie de la liste des candidats qui sera proposée aux suffrages lors du 1er tour ?

## Des dispositions scandaleuses

**Pierre Bauby :** C'est en effet un problème. Nous sommes confrontés à la fois à une nouvelle loi électorale adoptée depuis les dernières élections présidentielles, qui implique que 500 personnalités élues parrainent chaque candidat et d'autre part à une circulaire beaucoup plus récente émanant du ministre de l'Intérieur, Bonnet, qui vient encore restreindre les possibilités d'obtenir ce parrainage.

L'ensemble de ces dispositions scandaleuses vise à limiter à quelques candidats seulement le nombre de ceux qui pourront participer au premier tour.

Bien d'autres organisations démocratiques seront placées dans une situation identique à la nôtre, nous pensons qu'il est nécessaire dès aujourd'hui d'engager l'action la plus large possible de toutes ces forces démocratiques contre la loi électorale en vigueur et cette nouvelle circulaire. Déjà une question au ministre de l'Intérieur a été posée à ce sujet par le sénateur Cailavet.

Il faut imposer que toutes les formations démocratiques puissent s'exprimer au cours de cette campagne électorale et présenter leur candidat au premier tour.

Le barrage de l'argent doit disparaître. Aujourd'hui, c'est par centaines de millions que se comptent les sommes exigées d'un candidat, notamment pour l'impression du matériel électo-

ral. Il faudrait obtenir que tout ceci soit remboursé.

Dans le même esprit, c'est toute la législation en matière électorale qui doit être remise en cause. Il est nécessaire par exemple de faire avancer, au cours de cette campagne, l'idée d'une représentation proportionnelle des forces politiques existant aujourd'hui en France.

Un des moyens de faire abroger la circulaire Bonnet est de porter plainte auprès du Conseil constitutionnel. Cette circulaire étant effectivement contraire à l'esprit même de la Constitution.

Pour engager une telle procédure il faut que 30 parlementaires saisissent le Conseil constitutionnel. Nous nous proposons de solliciter les parlementaires et en particulier les élus des partis de gauche pour qu'ils engagent cette démarche.

On verra s'il y a au moins 30 démocrates parmi les députés et sénateurs ! Pour finir, il y a un point sur lequel vous n'avez rien dit. Qui sera le candidat marxiste-léniniste ?

**Pierre Burnand :** C'est une question qui n'est pas encore tranchée. Différentes possibilités existent. Une décision sera prise à ce sujet dans la première quinzaine de juin.

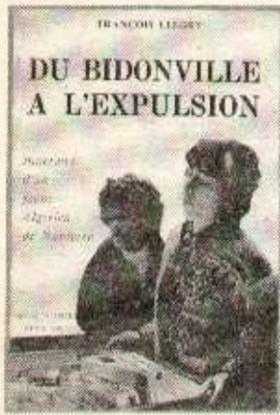
Propos recueillis  
par Pierre MARCEAU

## Les axes d'une campagne

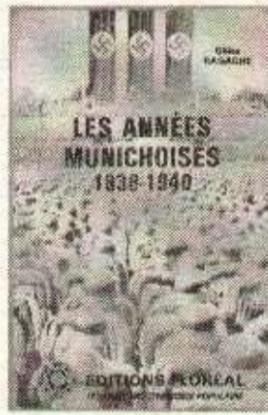
Un candidat contre Giscard et la guerre, d'accord. Mais va-t-il se contenter de faire des discours différents de ceux des autres ?

**Camille Granot :** Notre candidat ce sera un militant comme les autres. C'est-à-dire quelqu'un qui partage les préoccupations qui sont celles des travailleurs

aujourd'hui. Et sans doute faut-il placer au centre de celles-ci le problème de l'unité, l'unité de la classe ouvrière pour la lutte, pour l'action contre l'attaque en règle du gouvernement et du patronat, pour les faire reculer sur des questions qui concernent tous les travailleurs, comme aujourd'hui celle du droit à la san-



# De Mai - Juin 40



# aux parias de 80



« C'est la dernière revendication territoriale que j'ai à formuler en Europe... », déclarait Hitler le 28 septembre 1938 après l'annexion par le Reich nazi de la province tchécoslovaque des Sudètes. Pourtant, moins de deux ans après, la France se trouvait envahie par les Panzers de la Wehrmacht. Dans son livre « Les années munichoises », Gilles Ragache, historien, décrit le processus implacable qui, des honteux accords de Munich, de renoncements en concessions, a abouti à la signature de l'armistice par Pétain, le 27 juin 1940. 40 ans après, une multitude de revues, d'ouvrages, d'articles, d'émissions télévisées, viennent évoquer cette douloureuse page d'histoire. Il semble bien que tout soit fait à cette occasion pour gommer des mémoires les événements écoulés entre les accords de Munich et le déclenchement de l'offensive nazie contre la France. Séparer mai-juin 40 de septembre 38 revient à masquer les véritables causes de la victoire d'Hitler et à dédouaner la bourgeoisie française de son attitude d'apaisement vis-à-vis d'un Führer de plus en plus exigeant.

Citations, documents, abondent pour décrire l'atmosphère de ces jours tragiques, l'esprit qui animait les dirigeants politiques et des chefs militaires en place : le plan des alliés contre les installations de pétrole de Bakou en URSS témoigne que pour eux l'ennemi principal était bien l'URSS. « Ah ! Si

j'étais sûr que les Allemands me laisseraient les forces nécessaires pour maintenir l'ordre... ». Hanté par le souvenir de la Commune, obsédé par le maintien de l'ordre, Weygand fera tout pour hâter l'armistice. On trouve aussi retracée avec précision dans le livre de Ragache, la lutte et la victoire des tenants de l'armistice contre ceux qui voulaient continuer la lutte, au sein du gouvernement replié à Bordeaux.

Ce dossier, de par les éléments qu'il regroupe, de par les explications qu'il donne, permet de mieux comprendre cette sombre période de notre histoire, il constitue une redoutable mise en garde pour l'avenir.

## DE L'ETOILE JAUNE A L'ETOILE VERTE

Pendant l'occupation, nazis, collaborateurs et policiers français se sont livrés à une chasse impitoyable aux Juifs qui étaient fichés et devaient porter en permanence une étoile jaune. L'an dernier, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a lancé une campagne « étoile verte » pour protester contre les contrôles racistes permanents dont sont victimes les travailleurs immigrés, notamment dans le métro, contrôles appelés aussi « chasse au faciès ». Récemment le ministre de l'Intérieur n'a-t-il pas avancé un projet visant à mettre chaque immigré sur fiche informatique ?

On ne peut pas combattre

le poison raciste avec de grands appels moralistes et généraux, mais au moyen d'arguments précis, en apportant des éléments concrets. Le livre de Jean Benoît : *E comme esclave*, paru récemment aux Editions Alain Moreau, rassemble une multitude d'informations sur les travailleurs immigrés, cela bien que le point de départ de son ouvrage soit contestable : amalgame entre immigré et esclave. Son livre est plein à craquer de chiffres sur la répartition des travailleurs immigrés récents en France, dans les branches d'industrie. Remontant jusqu'à 1850, Jean Benoît étudie les vagues successives d'immigration sans omettre d'évoquer la situation qui, dans leur pays d'origine, pousse ces travailleurs à s'expatrier. Au-delà de l'étude sociologique, Jean Eanoit démonte les mécanismes de l'exploitation féroce et des mesures

discriminatoires dont sont victimes les immigrés. Un livre très utile.

L'Office municipal des migrants de Créteil vient de publier une brochure réalisée à partir d'un débat — de la « quinzaine des migrants » — mai 1979 — portant sur le « rôle économique des travailleurs immigrés et leurs revendications ». Une brochure bien utile pour démontrer les arguments patronaux sur les immigrés cause du chômage. On trouve en annexe les textes des projets de loi Bonnet, Stoleru et d'Ornano, suivis de l'analyse des projets de loi par le GISTI.

« Quand on a pressé le citron, faut jeter la peau... ». Après avoir favorisé l'immigration, le pouvoir expulse maintenant par centaines les travailleurs immigrés, cela après les avoir honteuse-

ment exploités. Une brochure publiée par l'Office municipal des migrants de Créteil intitulée *Sueur et larmes* aborde le problème des immigrés face à l'administration et dénombre les cas recensés par SOS refoulement de Créteil.

*Du bidonville à l'expulsion* : dans ce petit livre publié aux Editions du CIEMM, François Lefort rapporte le témoignage d'un jeune Algérien de Nanterre sur la vie des enfants de travailleurs immigrés.

*Les travailleurs antillais, guyanais, réunionnais en lutte* : cette brochure reprend le contenu d'un meeting tenu en 1979 sur le colonialisme. On y trouve une dénonciation du racisme dont sont victimes les travailleurs des DOM-TOM en France ainsi que du colonialisme français qui pille ces pays.

Léon CLADEL

- *Les années munichoises, 1938-1940* : Gilles Ragache, Editions Floreal, 33,00 F
- *Munich* : Bénès, 36,00 F
- *Munich 38 : de la capitulation à la guerre* : Editions du Centenaire, 8,00 F
- *Eté 40*
- *Eté 44*
- *Le mouvement syndical dans la résistance* : Editions de la Courtille
- *E comme esclaves* : Jean Benoît, Editions Alain Moreau, 55,00 F
- *Le rôle économique des travailleurs immigrés et leurs revendications* : Of-

- *Office municipal des migrants de Créteil*, 22,00 F
- *Sueur et larmes* : Office municipal des migrants de Créteil, 15,00 F
- *Les travailleurs antillais, guyanais, réunionnais en lutte* : CFDT, Editions Caribéennes, 20,00 F
- *Du bidonville à l'expulsion* : itinéraire d'un jeune Algérien de Nanterre, F. Lefort, Editions CIEMM, 20,00 F
- *Aux Editions du CIEMM*, 46 rue de Montreuil, 75011 Paris, de nombreux guides réalisés par le GISTI, notamment : *L'administration et les*

- étudiants étrangers en France*
- L'immigration familiale*
- Les foyers pour travailleurs migrants*
- La loi Bonnet, texte et explications*

Tous les ouvrages et brochures mentionnés sont en vente à la librairie *Les Herbes sauvages*, 70 rue de Belleville, 75020 Paris, aux prix indiqués ci-dessus. Par correspondance, on peut passer ses commandes à *Livres Service*, 24 rue Philippe de Girard, 75011 Paris. Libeller les chèques au nom des *Herbes sauvages*, mettre 5,00 F pour le port.

M.V.

## ...TELE RENDEZ-VOUS...TELE RENDEZ-VOUS...

### EN LA REGARDANT...

Décidément, même les bruits des Kawasaki lancés plein pot sur les routes de l'Ardèche ne parviennent pas à me tirer du sommeil qui me gagne dès les cinq premières minutes du feuilleton Kick, sur TF1 le jeudi. Pourtant le sujet était en or, actuel et tout et tout, alors, pourquoi ce feuilleton languissant avec ces personnages conventionnels, comme le patron de bar campé par Paul Prébois ? Les personnages manquent d'étoffe, ce n'est qu'au 4e épisode qu'apparaît un peu le paysage social avec les motivations du fils d'ouvrier qui veut devenir champion pour échapper à l'usine. Les héros sont très schématiques, la trame d'ensemble manque d'unité, aucun rebondissement dans l'action, on nous inflige des heures de péterade et puis, tout le monde est trop gentil. Lisez ce qu'a écrit Vautrin sur le thème des mordards dans son roman intitulé A bulletin rouge. Heureusement, tout n'est pas de ce niveau. Ainsi, Le juge et l'assassin diffusé mercredi dernier. Dans ce film remarquable, Tavernier restituait une affaire criminelle dans le contexte historique et social de l'époque. Sans sacrifier la psychologie des personnages, notamment celle de l'assassin, Bouvier, incarné par Galabru, Tavernier montre la sombre réalité de la justice et du pouvoir à l'aube du XXe siècle. Toujours avec Galabru, La grande chasse, téléfilm de Jean Sagols, se révèle de la qualité du Marquisat d'Aurel : une dramatique historique dans laquelle apparaissent les rapports entre aristocrates et paysans à la veille de la Révolution française. Vendredi, Apostrophes de Pivot, sur Antenne 2, nous a permis de

faire connaissance avec le grand écrivain sud-africain André Brink, qui présentait son livre Une saison blanche et sèche, dénonciation du racisme et de l'oppression dont souffrent les Africains sous l'apartheid à Pretoria.

L.C.

### Mardi 3 juin, 20 h 35, A 2 Les dossiers de l'écran : VICTOIRE SUR LE SILENCE

Le film raconte l'histoire vraie de Kitty O'Neil, jeune fille sourde qui devint la plus grande cascadeuse du monde, connue aussi comme « la femme la plus rapide de la terre ». Après avoir été sélectionnée pour les Jeux olympiques de plongeon, elle devient cascadeuse en moto, elle guérit d'un cancer puis bat successivement 22 records mondiaux de vitesse ; de saut, de ski nautique, de cascade. « Etre handicapée n'est pas une défaite, c'est un défi ; conquérir » dit-elle. L'exemple de cette femme extraordinaire force l'admiration. Elle nous fait penser à un autre handicapé : Patrick Segal, auteur de « Je marche dans ma tête » et de « Viens la mort, on va danser ». Il se bat et beaucoup d'autres avec lui pour que les handicapés aient toute leur place dans la société. Autant que des maux physiques, ce sont des barrières sociales que les handicapés doivent surmonter chaque jour pour avoir droit à une vie décente et à un travail. Actuellement, ils sont parqués dans des ghettos où il est plus facile de leur imposer des travaux pénibles au moindre

prix. La loi d'Ornano réglementant les foyers de jeunes, d'immigrés, de retraités et d'handicapés, va encore accroître leur isolement.

Le débat auquel participera Kitty O'Neil, ainsi que le docteur Vergnon, chirurgien oto-rhino-laryngologiste, semble axé principalement sur l'obstacle du handicap physique alors qu'il est difficile de le séparer de ses implications sociales.

### Mercredi 4 juin, 20 h 35, A 2 Mi Fugue-mi raison : OU VA LA MUSIQUE ?

Cette série, non conformiste, consacrée aux jeunes, devait déranger un peu trop, on l'a d'abord espacée, puis on l'arrête. Où va la musique ? sera la question que vont tenter d'éclaircir les réalisateurs de l'émission avec leurs invités. Au moment où on se prépare à enterrer le disco, de nouvelles tendances musicales apparaissent telles que le reggae, le rock and roll new wave, le ska, la salsa. L'émission débutera par un film de Jérôme Laperrouzaz intitulé *Third world*, documentaire sur le phénomène du reggae en Jamaïque. Autour de Patrice Laffont et Jérôme Laperrouzaz, deux chanteurs français, Julien Clerc et Bernard Lavilliers, mais aussi trois responsables d'émissions de musique à la radio : Michèle Abraham (émission *Chlorophylle* sur Europe 1), Jean-Pierre Lenoir de *Féed Back* sur France Inter et Dominique Farran (émission *Live* sur RTL). Le guitariste des Who, celui du groupe Police ainsi que deux autres groupes seront aussi sur le plateau.

### SPECTACLE MOHA LE FOU, MOHA LE SAGE

Eblouissante réussite que l'adaptation au théâtre réalisée par Alain Martzolf à partir du roman publié en 1978 par Tahar Ben Jelloun sous le titre *Moha le fou, Moha le sage*.

Les premières ont eu lieu à Marseille au Théâtre de recherche, rue Grignan, devant un public passionné, médusé, presque en extase.

Un seul rôle, un seul acteur, un personnage multiple et varié, sage et fou à la fois, d'une folie provoquant ou supportant la sagesse de l'individu immigré aussi bien dans son propre pays qu'en dehors de ses frontières. Joué plus d'une heure durant avec des qualités exceptionnelles en tous les domaines de l'art scénique par Mohamed Adi. Sans qu'une seule seconde le spectateur puisse reprendre souffle, prisonnier comme l'acteur de ce jeu extraordinaire qui a nom Moha.

*Moha le fou, Moha le sage* ne se raconte pas. Ou bien il faut le lire (Editions du Seuil), ou mieux encore il faut le voir. Partout où il passera. S'il s'agit d'un art très intellectuel, souvent symbolique, toujours populaire, il nous interpelle irrésistiblement parce qu'il concerne l'homme du Tiers Monde, l'homme immigré ou non, qu'un seul qualificatif permet de désigner, le paria.

M.V.

### 4e FESTIVAL DE BAGDAD LE CINEMA PALESTINIEN

Le 4e festival de cinéma consacré à la Palestine qui a lieu tous les deux ans, vient de se tenir à Bagdad.

44 films consacrés à la lutte du peuple palestinien contre le sionisme ont été présentés cette année. Parmi les films remarquables : *La journée de la terre* ainsi que *La Palestine dans le cœur du Palestinien* Mustafa Abou Ali, hommage à l'opérateur palestinien martyr Hany Jawhariyya, autre réussite le portrait de Yasser Arafat réalisé pour la radio-télévision du Québec par Christiane Galipeau, Bruno Drot et Patricio Henriquez. Pour le peuple palestinien, le cinéma est une arme dans son combat pour recouvrer sa patrie. Né dans les camps de réfugiés, c'est au prix de mille difficultés que le cinéma palestinien se fraye une voie. Dans une interview publiée dans le numéro de mai de la *Revue du cinéma Image et son*, Mustafa Abou Ali, chef de l'unité cinéma de l'OLP, précise les objectifs du cinéma palestinien.

On peut se procurer la quasi totalité des films palestiniens auprès du bureau de représentation de l'OLP à Paris.

## ...TELE RENDEZ-VOUS...TELE RENDEZ-VOUS...

Dans les années 60, la politique dite de coexistence pacifique de Khrouchtchev menait l'URSS à la conciliation avec la superpuissance américaine alors dominante.

— 1968 : En avril, Kossyguine et Johnson lancent l'idée de consultations entre l'URSS et les USA pour « freiner la course aux armements nucléaires ». En août, l'URSS et le Pacte de Varsovie envahissent la Tchécoslovaquie.

— 1969 : A la demande de l'URSS, commencent en novembre des négociations entre Nixon et Brejnev pour le premier accord Salt. Celui-ci sera signé le 26 mai 1972. Il entrera en application le 3 octobre 1972 et sera valable jusqu'au 5 octobre 1977.

— 1971 : L'URSS soutient l'agression de l'Inde pour démembrer le Pakistan.

— 1973 : Le 3 juillet débutent les préparatifs de la conférence d'Helsinki (sur la sécurité et la coopération en Europe).

— 1975 : Le 25e congrès du PC de l'URSS définit ce qu'il entend par « détente » : « Le programme pour la paix

et la coopération internationale, pour la liberté et l'indépendance des peuples ». En avril, les peuples du Cambodge, du Laos et du Vietnam — à quelques jours d'intervalle — libèrent leur pays de l'impérialisme américain.

Le 1er août est signé l'accord d'Helsinki. L'URSS multiplie ses moyens d'intervention. Dès l'automne elle intervient en Angola par Cubains interposés. Elle s'installe sérieusement en Ethiopie où les prosoviétiques obtiennent les postes de commande.

En octobre : signature d'un traité URSS-RDA, de même nature que celui imposé à la Tchécoslovaquie en 1968.

— 1976 : En février, Kissinger se rend à Moscou pour l'ouverture des négociations Salt II. Quant aux pourparlers sur la réduction des forces en Europe centrale (auxquelles participent 19 pays de l'OTAN et du Pacte de Varsovie), c'est l'impasse : 123 sessions du 30 octobre 1973 au 24 décembre 1976 ! Elle est ajournée faute de résultat !

— 1977 : En mars, au Zaïre, l'URSS appuie l'agression des mercenaires katangais. Fin mars, ajournement des nég-

ciations Salt II. En novembre, l'URSS mène d'importants exercices militaires en Ethiopie (marine et pont aérien). Elle organise la bataille de Jijiga dans la guerre de l'OGADEN, contre la Somalie, son alliée d'hier. Le 17 juin, réunion préparatoire à la conférence de Belgrade (Helsinki bis), qui commencera le 4 octobre et se terminera en mars 1978. Elle était censée faire le bilan détaillé de l'application de la Charte d'Helsinki. Or, l'URSS impose que le volet sur « les droits de l'homme » (la concernant) ne soit pas abordé.

Face à l'URSS qui est à l'offensive, la tendance est à la capitulation. C'est l'URSS qui, après chacun de ses forfaits, accuse les USA de compromettre la « détente », d'accélérer la course aux armements.

— 1978 : En février, à Vienne, conférence poudre aux yeux sur le désarmement. Elle est co-présidee par l'URSS et les USA ! Mars : installation en URSS des missiles SS 20. Avril : l'URSS est impliquée dans un coup d'Etat au Yémen. Coup d'Etat prosoviétique en Afghanistan. Le mois

## De Prague à Kaboul :

## LA DETENTE EN FAITS

suivant, les troupes russes interviennent. Deuxième agression soviéto-katangaïse au Zaïre.

Septembre : en RFA ont lieu les plus importantes manœuvres militaires que l'OTAN ait jamais organisées en Europe. Octobre : Carter donne le feu vert pour la fabrication d'ogives pouvant porter des bombes à neutron. Le programme était en attente depuis très longtemps.

Novembre : l'URSS impose aux pays membres du Pacte de Varsovie l'augmentation du budget militaire du Pacte. Seule la Roumanie s'y oppose. L'URSS dirige maintenant l'armée éthiopienne, la guerre contre le peuple érythréen et procède aux bombardements au napalm, bombes à billes, etc.

L'URSS signe avec plusieurs pays du Tiers Monde des accords du même type que celui avec la Tchécoslovaquie : le Vietnam (le 3 novembre, puis en janvier 79), l'Ethiopie (le 20 novembre), l'Afghanistan (en décembre).

# «On frappe et ensuite on discute» ou les deux volets de la politique de l'URSS

L'invasion massive de l'Afghanistan par les troupes soviétiques moins de cinq mois après la signature des accords Salt II, avait porté un sacré coup aux illusions sur la prétendue détente. Cinq mois après le coup de Kaboul, l'URSS lance une vaste offensive diplomatique pour faire accepter sa politique agressive. Procédure connue : c'est la même qu'après l'invasion de la Tchécoslovaquie. Brejnev a donc jugé le moment opportun pour lancer son opération de charme, dont la pièce maîtresse est la proposition d'une conférence mondiale des chefs d'Etat en 1981 à laquelle viennent s'ajouter les « propositions » du fantôme afghan Babrak Karmal, pour l'ouverture de pourparlers avec l'Iran et le Pakistan, dont l'URSS et les USA seraient partie prenante.

Offensive diplomatique analogue à propos du Cambodge.

L'attitude conciliatrice des bourgeoisies européennes facilite cette entreprise mystificatrice. Quant à la récente tentative américaine de coup de force en Iran, elle a en fin de compte apporté de l'eau au moulin des visées soviétiques.

On peut voir, à travers ces quelques faits, que pour l'URSS, la place de la diplomatie est très importante, qu'elle est le pendant indispensable à sa politique d'agression. Elle intervient avant, pendant et surtout après chaque avancée sur le terrain pour faire avaliser le fait accompli.

Le coup de Kaboul était encore trop frais dans les mémoires lorsque, en février, Brejnev avait lancé ses propositions de « négociation » aujourd'hui reprises par Karmal. Ce dernier évoque maintenant un éventuel « retrait des troupes soviétiques », à condition bien sûr

que cessent « les ingérences extérieures », dont Moscou est considéré comme étant en fait le seul à pouvoir juger ! Ce stratagème vise à attirer à la table de conférence certains pays voisins de l'Afghanistan (Iran et Pakistan) et faire reconnaître de fait le gouvernement fantoche. L'URSS essaye d'améliorer son image repoussante, d'affaiblir les condamnations, de mettre en échec le mouvement de boycott des Jeux de Moscou.

Il s'agit là aussi de faire accepter une situation imposée par la force des baionnettes qui lui est momentanément favorable sur le terrain bien que de plus en plus contestée.



l'URSS s'en est sortie en détournant complètement le problème par des artifices du genre : nous nous retirerons quand « passeront les ingérences des impérialismes occidentaux dans les affaires intérieures de ces pays. Elle est allée jusqu'à inventer des « ingérences de la Chine », alors que celle-ci est une des rares grandes puissances à ne pas avoir un seul soldat en dehors de ses frontières.

### ATTITUDE CONCIATRICE DES BOURGEOISIES EUROPEENNES

L'offensive diplomatique (et militaire) de l'URSS est facilitée également par l'attitude conciliatrice ou pour le moins timorée, des bourgeoisies occidentales dont l'archétype n'est autre que celle de Giscard. Si elles ont, pour la plupart, à l'ONU et dans leurs discours, condamné les agressions vietnami-



des troupes étrangères du Kampuchea, puis de l'Afghanistan. Jusqu'à maintenant,

l'application des résolutions des instances internationales, comme celles de l'ONU qui exigeaient le retrait total

la répression a redoublé. Rien que dans la semaine du 11 au 18 mai, les opérations de ratisage opérées par l'armée dans les régions rurales du nord du pays ont fait au moins une centaine de morts, en majorité paysans, à l'est, 150 personnes ont été assassinées. Sur son passage, l'armée brûle les fermes, les récoltes... Des cantons entiers sont encerclés. C'est l'armée qui impose l'état d'urgence.

Depuis deux mois s'est créé un « vaste front démocratique » contre l'oligarchie militaire appuyée par l'impérialisme américain.

Il y a actuellement de nombreuses grèves, dont celle des collégiés de la capitale et de sept grandes villes, celle des travailleurs de l'institut de transformation agricole.

### NOUVEAUX CRIMES RACISTES SUD-AFRICAINS

Les lycéens métis et noirs qui avaient interrompu leur grève pendant deux jours, l'ont reprise, d'autres s'y sont engagés. Ils protestent contre la discrimination raciale dans l'enseignement. Ils ont déclaré que leur mouvement était solidaire des centaines de travailleurs de l'industrie de la viande du Cap, licenciés pour avoir fait grève. C'est lors d'une manifestation, le 21 mai, sur ces questions, au cours de laquelle la police avait reçu l'ordre de tirer, qu'un jeu-

### DES ENFANTS SAHARAOUIS EN VISITE EN FRANCE

C'est pour « permettre le renforcement des liens d'amitié entre le peuple français et le peuple saharoui » que 120 enfants sont arrivés à Paris le 21 mai. Ils sont accueillis pendant un mois dans différentes villes de France, à l'initiative de l'Association des amis de la RASD.

### VIOLENTE REPRESSION AU SAN SALVADOR

Petit pays de l'Amérique latine, le San Salvador connaît une vague de répression impitoyable. Elle aurait fait 2 000 victimes parmi les couches populaires depuis le début de l'année. Depuis la tentative de coup d'Etat de l'extrême-droite, le 2 mai dernier,

nes et russes, ça s'est arrêté là. Pour elles, pas question de mettre en accord les paroles et les actes. Par exemple, presque toutes ont refusé de boycotter les Jeux de Moscou (même la Grande-Bretagne) ; Giscard est allé en catimini à Varsovie et répondit aux propositions de Brejnev et du Pacte de Varsovie pour une conférence mondiale des chefs d'Etat.

Une telle proposition n'a aucune réalité sans le retrait des troupes russes et voilà que Giscard, par ses initiatives s'acharne à essayer de lui en donner une. Mal lui en prend d'ailleurs car, en dehors des dirigeants du PCF qui jubilent, tous les autres partis politiques bourgeois sont à l'intérieur même de leurs propres rangs profondément divisés sur la question.

### L'URSS A INTERET A MULTIPLIER LES CONFERENCES

La tenue d'une conférence mondiale en 81 vient

d'ailleurs s'ajouter à celle de Madrid prévue pour novembre 80 (conférence sur la sécurité et la coopération en Europe). On peut bien se demander pourquoi. Celle de Madrid, c'est la continuation de celle d'Helsinki en 75 et de Belgrade en 78.

Juste après l'invasion de la Tchécoslovaquie, en août 1968, l'URSS a insisté pour la tenue d'une conférence qui lui permette de faire reconnaître les frontières de son empire. Cela a abouti à Helsinki.

La conférence de Belgrade était censée faire le bilan de l'application des accords d'Helsinki. Il en serait de même pour celle de Madrid. Des centaines d'heures de palabres ne font pas reculer d'un iota la politique impérialiste de l'URSS. Au contraire, pendant qu'elle discute, elle continue à avancer ses pions (voir ci-contre).

Ce sont aussi des occasions pour l'URSS de développer les contradictions entre les pays d'Europe de

l'ouest et les USA, ou entre les Européens eux-mêmes. Elle est donc gagnante dans ce genre de manœuvres et à tout à fait intéressé à multiplier les conférences de toutes sortes.

Les accords Salt (sur le désarmement) sont un autre volet de ces négociations sans fin entre les deux superpuissances. Commencés en novembre 1969, les Russes y ont jusqu'à maintenant imposé leurs vues. Ils sont pour l'instant et sans doute jusqu'aux élections américaines en novembre 1980, laissés sur la touche. D'une part, Carter a depuis la signature des Salt II en juin 79, refusé de ratifier ces derniers. D'autre part, cela n'a pas empêché les Soviétiques d'installer en mars 78 des missiles SS 20 pointés sur l'Europe et de faire la grosse voix lorsque les USA ont annoncé l'installation en 1983 des missiles Pershing et Cruise dans plusieurs pays d'Europe.

Claude LEBRUN

### QUE DEVIENT L'ARMEE AFGHANE ?

Ces derniers jours encore des manifestations ont eu lieu à Kaboul, réprimées dans le sang. D'autre part, Françoise Grousset-Gouin rapporte dans *Le matin de Paris-Magazine* du 24 mai, l'état de déconiture de l'armée régulière afghane (d'où sans doute l'envoi de renforts tchécoslovaques). En avril 78, date du coup d'Etat portant Taraki au pouvoir, l'armée afghane comptait 100 000 combattants. En janvier 80, ils n'étaient plus que 40 000 et ne sont plus que 20 000 aujourd'hui. 80 000 (soit les 4/5) ont donc déserté — ou sont morts — dont 25% dès septembre 78.

### FAIRE ACCEPTER UNE SITUATION IMPOSEE PAR LA FORCE

Pendant ce temps, l'URSS déploie ses troupes le long des frontières soviéto-iranienne et afghano-pakistane.

### ECHEC ISRAELO-EGYPTIEN

L'Egypte et Israël ne sont pas parvenus à un accord sur « l'autonomie palestinienne », à la date prévue du 26 mai, par le traité israélo-egyptien de Camp David. Douze mois de pourparlers n'ont abouti à rien. Le gouvernement sioniste et raciste multiplie les implantations de colonies dans les territoires occupés. Le général Weizman, ministre sioniste de la Défense, a donné sa démission du gouvernement surtout, dit-il, à cause des « erreurs » commises dans la conduite des négociations sur « l'autonomie ».

D'autre part, vient de se tenir à Damas (Syrie) le congrès d'El Patha, principale organisation de la résistance palestinienne. Il était présidé par Yasser Arafat, qui est également président du Comité exécutif de l'OLP.

## Corée du Sud : l'heure des brasiers



Les étudiants et lycéens de Kwangju se sont rendus maîtres de la ville et de véhicules de la police locale. Une partie de la police locale s'est ralliée au mouvement. Les insurgés ont établi des barrages à l'entrée de la ville, ils ont miné le bâtiment du gouvernement provincial et sont prêts à le faire sauter si l'armée s'approche du périmètre qu'ils contrôlent. A Pongyong, capitale de la Corée du Nord, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté le 25 mai pour soutenir les insurgés.

Pendant près d'une semaine, des manifestations étudiantes rapidement soutenues par la population, ont pris un caractère insurrectionnel dans la ville de Kwangju, capitale de la province du sud-ouest. Pendant plusieurs jours, elles se sont également étendues dans une quinzaine d'autres villes de la région. Les manifestants réclament le retour à la démocratie, des réformes dans ce sens avaient été promises après l'assassinat en octobre dernier du président et dictateur pro-américain Park Chung Hee. Ils ont obtenu la démission du gouvernement, le 20 mai.

La loi martiale a été étendue à l'ensemble du pays. Les affrontements armés auraient déjà fait 150 morts et des milliers de blessés. L'armée se livre à un véritable

massacre. Les blindés sont dans les rues, les universités fermées et investies par l'armée, les sièges des partis d'opposition qui soutiennent les manifestants sont bloqués par l'armée, la plupart des personnalités politiques de premier plan sont en prison, l'Assemblée nationale est encerclée par les chars.

Le général John Wickham commande à la fois les troupes d'occupation américaines et l'armée sud-coréenne forte de 600 000 hommes.

Les Coréens du Nord, plusieurs organisations de jeunesse chinoises ont exprimé leur solidarité et assuré de leur soutien à la lutte qu'ils mènent contre les autorités de Corée du Sud. Des exilés coréens en France — le Groupe d'études sur la na-

ture coréenne — ont déclaré : « L'heure n'est plus de demander au régime en place telle ou telle réforme. Il s'agit tout simplement de balayer le régime dictatorial et corrompu et d'instaurer une démocratie respectueuse des droits fondamentaux de l'homme et de l'arbitrage du peuple dans l'investiture et l'exercice du pouvoir. Dans l'immédiat, il faudra libérer les patriotes et mettre en place un gouvernement de transition chargé de préparer une nouvelle Constitution et les élections libres.

« La lutte sera dure et les souffrances seront à la mesure de la grandeur de l'entreprise. Mais le destin du peuple coréen a été de lutter tout au long de son histoire contre les oppresseurs au dedans et au dehors ».

## Dans la foule, celui qui ne courait pas ...

Un matin comme tous les autres, dans les couloirs du métro Austerlitz, des couloirs qui n'en finissent pas, avec des centaines de gens qui courent dans tous les sens... et parmi tous ces gens qui couraient, j'aperçus quelqu'un qui ne courait pas ! Comment d'ailleurs pouvait-il le faire : en plus d'un énorme sac qu'il portait sur l'épaule, il marchait « en équilibre » sur une seule jambe, s'aidant d'une paire de béquilles : vous m'avez comprise, ce jeune homme qui devait avoir 25 ans était unijambiste ! Zigzagant parmi la foule, je parvins à la hauteur du jeune handicapé à qui je proposai mon aide : le jeune homme, extrêmement étonné me dit : « C'est pas possible, enfin quelqu'un d'humain ! ».

Spontanément, j'éclatai de rire, en lui répondant : « Il faut pas voir tout en noir mon vieux, tu vois que ça existe des gens sympas ! ».

« Je me demande s'il faut y croire car, vois-tu, dix minutes avant que tu n'arrives, comme je me sentais extrêmement fatigué après l'effort que j'ai dû faire en montant les escaliers, j'ai interpellé un homme (d'une trentaine d'années) qui passait à côté de moi et quand je lui ai demandé de m'aider à monter l'autre partie de l'escalier, il m'a répondu : "Désolé, je n'ai pas le temps, mon patron m'attend" ! J'avoue que quand ce jeune homme a fini de me raconter son histoire, je ne savais pas quoi lui répondre, pourtant j'ai senti une grande peine et surtout une grande révolte m'envahir. Mais que faire ? Se mettre à crier contre cette foule aveugle, qui grouille, irresponsable, au point de ne même pas voir un homme traînant son pauvre corps sur une seule jambe et dont les efforts lui faisaient monter des sueurs dans le dos ? Contre qui se révolter ? Se révolter contre ces milliers de gens qui sombrent dans l'individualisme le plus complet et dans un égoïsme meurtrier ? Pourquoi pas. Mais il ne faudrait peut-être pas perdre de vue que ces mêmes individus sont tout aussi victimes d'un système, d'un engrenage qui les engloutit, un système qui leur fait mener un mode et un système de vie dénués de tout sentiment humain, parce que basé sur un seul principe : celui de production, de consommation et de profit !

Mais, est-ce un critère suffisant pour excuser l'aveuglement et l'individualisme de ces mêmes gens devant le problème des handicapés ? Bien sûr, l'histoire de ce jeune homme dont je parlais plus haut n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Car si on songe à la place réservée aux handicapés dans notre société, il y a vraiment de quoi rire ! En ce qui me concerne, je peux dire que « je ris jaune » ! Dans notre belle société, pour notre cher gouvernement (bien que celui-ci prétende se démener corps et âme pour améliorer le sort des personnes âgées et des handicapés), ceux-ci ne sont que déchets humains, des charges, des pauvres machines ou trop vieilles et usées, ou simplement détraquées et qui, par conséquent, ne peuvent répondre au besoin de rendement et de rythme de production. Mais en dehors du critère de rendement, on peut aussi observer celui du non respect des différences.

Prenons par exemple les centres de vacances ; à l'heure où l'on déverse tout un baratin sur le respect des différences (à savoir blanc ou noir, muet ou pas, étranger ou pas, mixité, etc.) tout ça c'est du « kif », on est tous pareils, on est tous frères ; eh bien, laissez moi vous dire que tout ça, c'est vrai, uniquement dans la « parlotte », car dans la réalité, c'est du « pipo » ou presque car, enfin, combien de centres de vacances respectent ces différences et combien sont-ils à accueillir pour chaque séjour de vacances, des enfants normaux et des enfants handicapés dans un même centre ? Car s'il faut en croire la maxime : « il ne faut pas mélanger les torchons et les serviettes », eh bien ce genre de centres, on peut les compter sur les doigts de la main.

Par conséquent, il me semble en effet trop facile de se contenter d'accuser les manières d'agir du gouvernement face à la situation des handicapés alors que parallèlement, consciemment ou pas, on encourage ce même gouvernement et ces mêmes méthodes et ce, en adhérant au bénévolat ! En effet, comment voulez-vous aggrandir, améliorer et humaniser la si petite place réservée aux handicapés, en s'adressant à un gouvernement qui n'ignore pas que de toute façon, il y a suffisamment de « bonnes gens » et surtout de « petits cons » qui ont un grand cœur sur la main et qui, apparemment ne s'en sortent pas si mal que ça !

## Sécurité Sociale et retraite, chômeur y ai-je encore droit ?

Un demandeur d'emploi bénéficie de la couverture sociale (Sécurité sociale), ainsi que des allocations familiales s'il s'est inscrit à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) dans les trois mois qui ont suivi sa cessation d'activité. Il doit produire à sa caisse d'assurance maladie (\*) son dernier bulletin de salaire et une attestation de chômage de l'ANPE.

Les salariés privés d'emploi et indemnisés de leur chômage bénéficient donc de la couverture sociale (prestations en nature, en espèces, assurance maladie, maternité, prestations d'assurances invalidité et décès), pour obtenir ces prestations, il doit fournir à sa caisse primaire d'assurance maladie son avis d'admission aux allocations ASSEDIC et les titres de paiement des allocations chômage.

Les salariés privés d'emploi et qui ne sont plus indemnisés de leur chômage, continuent à bénéficier gratuitement et automatiquement pendant 12 mois de la couverture sociale à compter de la date à laquelle il n'est plus indemnisé. Exemple : vous êtes au chômage actuellement, vous êtes indemnisés, vous bénéficiez de la couverture sociale ; à partir du 1er janvier 1981, vous ne touchez plus d'indemnités chômage, mais vous bénéficiez encore jusqu'au 1er janvier 1982 de la couverture sociale. Au-delà de cette date, le 2 janvier 1982, vous ne bénéficiez plus de la couverture sociale que si vous vous affiliez vous-mêmes au régime d'assurance personnelle, les cotisations de cette assurance personnelle peuvent

être prises en charge par la caisse d'allocation familiale ou l'aide sociale. N.B. : les prestations d'assurance maladie ne peuvent être cumulées avec les allocations chômage.

### ASSURANCE VIEILLESSE, RETRAITE ET LES CHOMEURS

Pour la période antérieure au 1er janvier 1980, une situation de chômage involontaire constatée suffit pour maintenir les droits à l'assurance vieillesse que vous toucherez lors de la retraite. Pour la période qui débute au



1er janvier 1980, il faut que le demandeur d'emploi touche des indemnités de chômage pour garder ses droits à l'assurance vieillesse.

Mais un demandeur d'emploi en chômage involontaire et non indemnisé garde néanmoins ses droits à l'assurance vieillesse pendant un an, à condition que la période non indemnisée suive immédiatement la période indemnisée.

Exemple, vous percevez vos indemnités chômage jusqu'au 1er janvier 1981, à partir de cette date vous n'êtes plus indemnisés, mais jusqu'au 1er janvier 1982 vous gardez vos droits à l'assurance vieillesse. Cette limite est portée à 5 ans pour l'assuré ayant cotisé à l'assurance vieillesse pendant au moins 20 ans et âgé de 55 ans à la fin de l'indemnisation de chômage. Au 1er janvier 1981, vous avez 55 ans, vous avez cotisé pendant 20 ans, vous ne percevez plus d'indemnités chômage mais vous conservez jusqu'au 1er janvier 1985 vos droits à l'assurance vieillesse. Vos droits à l'assurance retraite complémentaire sont maintenus lors de votre chômage, si vous touchez la pré-retraite (60 ans) ou autrement intitulée « garantie de ressources ».

Même chose pour le chômage partiel précédant le licenciement pour les personnes âgées au moins de 56 ans et huit mois.

Nathalie VILLOTIERS

(\*) L'affiliation à une caisse primaire d'assurance maladie dépend du lieu de votre domicile.

## FLASH-ECONOMIE

- Quand le VIIIe plan s'occupe des personnes âgées
- On est plus souvent chômeur au féminin
- Matières premières mises en stock

**L**e rapport sur la vieillesse, élaboré par une commission préparatoire au VIIIe Plan, vient de rendre son verdict sur la situation des personnes âgées d'aujourd'hui et de demain :

- l'âge de la retraite ne doit pas être abaissé, et même « il faudra peut-être un jour le relever » ;
- les personnes âgées coûteraient trop cher à la société ; il faut donc ralentir les dépenses à leur profit et... à plus long terme, revoir le système des retraites.

Ce rapport, intitulé « Vieillir demain », se félicite d'abord de l'amélioration qu'il aurait apportée aux personnes âgées. Il « oublie » de parler des deux millions de vieux travailleurs qui touchent, avec le minimum vieillesse, moins de 1 300,00 F par mois et de 4,5 millions de pensionnés qui perçoivent moins de 2 000,00 F par mois.

Après quoi, le rapport s'inquiète de la progression des dépenses sur la vieillesse. La démographie n'en sera pas la principale responsable, nous dit-il, mais « l'économie sera plus déterminante que la démographie ». Que faut-il, en fait, entendre par là ? Le patronat jette maint travailleur à la rue et en met un certain nombre en pré-retraite. Mais alors, les actifs - cotisant pour la retraite - ne permettront plus des ressources suffisantes pour les pensions. Tel est le problème posé.

Le rapport, pour tenter d'y remédier, fait une série de suggestions. Son calcul est simple : si 30% des travailleurs prennent leur retraite, dans les années à venir, à 50-60 ans, la hausse du poids total des retraites s'élèverait de 11%, estime-t-il. Conclusion : la retraite à 60 ans créerait plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait. Il faut donc y renoncer et peut-être même la reculer. Le système envisagé à cet effet consisterait à ne plus définir la retraite en fonction de l'âge mais en fonction de la durée d'activité. Celle-ci pouvant être de 40 à 42 ans.

D'autre part, dans le but de réduire l'évolution des dépenses, le rapport laisse planer l'idée de révision des systèmes de retraite. Il s'agirait de « responsabiliser » les Français sur la gestion de leur vie. On a déjà vu ce que cela voulait dire responsabiliser les Français sur leur santé...

Ce rapport fait peser une menace sans précédent à la fois sur notre droit à une pension de retraite et sur celui d'âge de départ à la retraite.

**L**es femmes représentent près de 40% de la population active. Ce sont elles qui sont le plus frappées par le chômage : elles représentent 55% des demandeurs d'emploi en mars 1980.

Les jeunes femmes de moins de 25 ans sont particulièrement touchées.

Rappelons que les femmes de 23 ans sont aujourd'hui plus nombreuses à exercer un emploi que les hommes du même âge. Mais, dans le même temps, le nombre des femmes chômeuses s'est considérablement accru et l'on compte précisément 64,5% de femmes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi.

**L**e gouvernement vient de décider de renforcer son stock de matières premières stratégiques. L'objectif : permettre à la France d'avoir une sécurité d'approvisionnement en différentes matières premières pour deux mois. La composition de ce stock national restera confidentielle afin d'éviter toute spéculation, notamment. On peut penser toutefois que rentrent dans ce stock les métaux comme le cobalt, le cuivre, l'argent, le tungstène, le manganèse et le chrome.

Rappelons que la constitution de ce stock ne date pas d'aujourd'hui mais de 1975 et se présente sous la forme d'une dotation budgétaire. Aujourd'hui, le gouvernement décide de le renforcer. A cet effet, il crée un établissement public, la Caisse française des matières premières, placée sous la tutelle du ministre de l'Industrie. Elle devra acheter, en 1980 et 1981, pour une valeur de 1,6 milliard de francs de matières premières.

Catherine LEMAIRE

# La non intervention revue et corrigée par la propagande soviétique

L'URSS, occupant militairement l'Afghanistan, après la Tchécoslovaquie, intervenant plus ou moins directement en Afrique (Angola, Erythrée...) ou en Asie (Cambodge, Laos...), développe actuellement un point de vue selon lequel le principe de non intervention, « bon en général », pourrait ne pas être en accord avec le sens de l'histoire. On trouve cette thèse dans les publications soviétiques; les représentants de l'URSS la défendent dans les instances internationales: ainsi lors de la conférence syndicale mondiale à Belgrade, les syndicats soviétiques ont tenté de faire disparaître du texte final le terme même de non-intervention.

On le comprend: le sens de l'histoire vu du Kremlin, c'est justement l'URSS inter-

venant sous tous les horizons et sous toutes les formes, en particulier militaires!

Quels arguments avance donc la propagande russe à l'appui de cette thèse? Ils sont à peu près les mêmes, nous allons le voir, que ceux avancés par l'impérialisme et l'hégémonisme « traditionnel », ce qui reflète simplement une politique de même nature: impérialiste et hégémoniste.

Le respect des principes de non ingérence et de non intervention dans les affaires intérieures des pays a toujours été l'objet d'une lutte intense puisqu'il est la condition indispensable à l'indépendance et à la souveraineté des nations.

Et à travers l'idée de non-intervention, ce sont bien ces principes que vise la propagande soviétique.

riure, ils n'ont exhibé jusqu'ici qu'un Américain arrêté lors d'une manifestation à Kaboul et des armes de provenance étrangère. Quant aux hommes qui viennent du Pakistan, ce sont ceux qui s'y sont réfugiés un temps, fuyant leur village, leur montagne, leur région, soumis à la dévastation et qui y retournent pour combattre l'occupant.

La résistance afghane étant donc afghane, la propagande russe va s'employer à la déconsidérer: « féodaux », « fanatiques inspirés par des idéologues réactionnaires et impérialistes et payés par les USA », « bandits »... Les représentants de l'URSS qu'on a pu entendre à la télévision ou à la radio ont développé ces arguments, cherchant à réduire la résistance à quelques bandits et fanatiques inspirés par l'étranger.

De l'Allemagne hitlérienne aux USA en passant par la France, Israël ou l'Angleterre, tous les pays qui ont écrasé d'autres peuples et voulu briser leur résistance ont fait de même.

Ainsi finalement, l'URSS occupe l'Afghanistan depuis décembre dernier, la Tchécoslovaquie depuis 12 ans, pour protéger les peuples tchèque, afghan, de la subversion impérialiste; et aussi pour défendre ses frontières et sa sécurité menacées. Car si l'impérialisme fomenté des troubles, déstabilise des pays aux frontières de l'URSS, c'est pour menacer l'URSS. Cet argument est avancé aussi par lequel l'URSS pourrait en fin de compte justifier son intervention partout dans le monde, « pour sa sécurité ». Comme les Etats-Unis avant eux!

## Un peu d'histoire

Bien sûr, les arguments pour justifier le non respect de ces principes par ailleurs universellement admis, évoluent.

La colonisation couvrait ses crimes de thèses racistes, mais l'occupation d'un pays pour apporter « la civilisation » et « ouvrir la voie du progrès » à son peuple qualifié de « tribus barbares », ça ne passe plus tel quel. Il est vrai que les « tribus barbares » en question, après avoir brisé la barbarie coloniale (bien réelle celle-là), ont conquis bien souvent leur indépendance, un siège à l'ONU, une voix dans le concert des nations libres.

Par la suite, une fois la conquête et le partage du monde entre quelques puissances achevé (au prix de courses sanglantes comme celles qui se menèrent par exemple entre la France et l'Angleterre en Afrique), chacun défendait son empire face à ses rivaux et aux peuples luttant pour leur libération.

Ainsi, après avoir écrasé durant des générations le peuple algérien, brisé son organisation sociale, sa culture, la France impérialiste, pour maintenir sa domination, déclarait l'Algérie « française »: sa zone impérialiste faite de multiples peuples soumis par les armes, c'était (c'est encore) la France! Et la communauté internationale prétendant se mêler du droit du peuple algérien à disposer de lui-même, se voyait accusée d'intervention dans les affaires intérieures françaises. L'ONU n'était alors qu'un vulgaire « machin » aux yeux de de Gaulle.

Les impérialismes les plus puissants, dans leurs tentatives hégémoniques, s'investissaient de missions universelles: l'Allemagne nazie, au nom de la supériorité libérale de la race aryenne, devait instaurer un ordre nouveau supérieur, national socialiste; et c'est au nom de la « défense et de la sécurité du monde libre » dont il était évidemment le cœur, que l'impérialisme américain envoyait ses troupes et installait ses bases militaires sous tous les horizons face à la « subversion communiste »: c'est ainsi qu'il s'opposait à la vague montante des luttes de libération des peuples, et il continue.

A l'heure actuelle, c'est l'URSS qui envoie ses chars, ses avions, ses conseillers militaires, ses troupes, en bien des points du globe. C'est au nom de la lutte contre l'impérialisme qu'elle le fait: au nom de l'aide aux peuples pour se libérer de l'impérialisme ou résister à ses pressions; et c'est ainsi qu'elle prétend ouvrir aux peuples la voie du progrès.

### D'UN COUP D'ETAT A KABOUL...

Mais est-ce le progrès que l'URSS a apporté en Afghanistan avec ses chars, ses troupes et Karmal, après ses conseillers militaires appuyant Taraki-Amin? L'argument est employé.

L'Afghanistan est un pays sous-développé, arriéré, comme bien des pays du Tiers Monde: c'est vrai. La lutte des classes y existe, bien sûr. Et la lutte pour le développement impose des échanges bien inégaux avec d'autres pays qui ne manquent d'en profiter pour exercer des pressions, USA? URSS? Non alignement? L'Afghanistan

non aligné développe des échanges avec divers pays dont les USA, dont l'URSS qui, avec sa puissance, son passé glorieux, a des partisans. En 1978, ils prennent tout le pouvoir. Par un coup d'Etat, pas une révolution: la grande masse des Afghans n'y participe pas, ni dans les villes, ni (encore moins) en dehors, ce qui est bien curieux pour une « révolution » qui se dit antiféodale. Face à l'hostilité de plus en plus ouverte de ces masses « arriérées », l'aide (les conseillers militaires) soviétiques afflue. Dès 1979, ce sont directement les troupes russes qui écrasent la révolte d'une ville entière, l'armée afghane s'y refusant.

En fait de progrès, c'est la période de répression de masse qui s'ouvre. Amin et les conseillers russes remplissent les prisons et multiplient les victimes. « Un million d'Afghans, ça suffit pour construire le socialisme » dit le chef de la prison de Pole-Charki.

Au Vietnam, Ngo Din Diem qu'ils avaient mis en place ne parvenant pas à tenir en main la situation, les Américains le suppriment pour le remplacer par Thieu. Et ce fantoche, face à l'opposition grandissante du peuple, appelle les troupes US à l'aide, en vertu d'un traité opportunément passé entre le maître et ses valets!

C'est en vertu d'un tel traité entre Moscou et le Kaboul de Taraki-Amin que l'URSS, « sollicitée » plusieurs fois, a fini par « se résoudre » à intervenir massivement.

### A L'INVASION DE L'AFGHANISTAN...

Pour justifier leur intervention massive, les Américains au Vietnam parlaient de l'intervention et des infiltrations du Nord. Les Russes, pour l'Afghanistan, parlent des infiltrations et interventions en provenance du Pakistan. En fait d'intervention exté-

## Sous prétexte de lutte contre l'impérialisme ...

Mais, tout de même, disent les partisans des interventions russes, il y a bien des activités de subversion de l'impérialisme américain! (Ceci est bien exact et les exemples ne manquent pas: le raid manqué en Iran ou les déclarations de Carter concernant la Corée en témoignent, pour ne parler que de cas récents).

Alors, ajoutent ces mêmes personnes, l'URSS, « pays socialiste », chef de file du « camp des pays progressistes », se doit de faire barrage aux menées de l'impérialisme américain. Certes, c'est bien embêtant que l'URSS le fasse en occupant des pays, ce qui est un peu contraire à certains beaux principes. Mais si l'URSS ne le faisait pas, ce serait les USA et ce serait pire.

Si l'on pense — ce qui n'est pas notre cas — que l'URSS est un pays socialiste, non impérialiste, ce point de vue ne pourrait-il pas se défendre? Nous pensons, nous, qu'un tel point de vue, une telle attitude ne peuvent relever du socialisme. Mais voyons tout de même l'argument.

Du temps où les USA s'opposaient directement, par la force d'un gigantesque corps expéditionnaire, à la lutte de libération et à l'indépendance des peuples d'Indochine, ces derniers ont évidemment sollicité et accepté l'aide multiforme d'autres pays, URSS et Chine en particulier. Ce sont néanmoins pour l'essentiel ces peuples qui ont chassé l'armée américaine. Face à l'intervention massive des Etats-Unis, un Ho Chi Minh s'est toujours refusé à une intervention semblable des pays amis. Il est vrai que la volonté d'un Ho Chi Minh, véritable représentant de son peuple, c'est autre chose que celle d'un Amin ou d'un Karmal (ou

d'un autre: on ne sait trop lequel a « appelé » l'URSS à l'aide en Afghanistan) ou d'un Thieu « demandant » de Saïgon l'intervention américaine.

### C'EST L'OURS QUI VEUT REMPLACER LE TIGRE

Certes, les successeurs d'Ho Chi Minh, une fois chassés les USA, ont fait preuve de bien moins de scrupules quant à l'indépendance du Vietnam, en ouvrant leur pays à l'URSS qui y a installé des bases militaires; et encore moins quant à l'indépendance du Cambodge ou du Laos qu'ils occupent maintenant avec l'aide de leurs « amis » soviétiques.

Liberté, indépendance, révolution, ne s'exportent pas. « Liberté et indépendance »: ce bien le plus précieux pour un peuple (selon Ho Chi Minh) n'arrive jamais dans les soutes des avions de combat d'un pays qui vient vous occuper, que ce soit les USA, l'URSS ou d'autres.

Si l'on se tourne donc vers ce passé là, l'URSS apparaît bien plutôt comme le successeur des USA: « L'ours entrant par la porte de derrière une fois le tigre chassé par la porte de devant », comme disent les communistes chinois. « Le camp du progrès » russe vise à remplacer le « monde libre » américain. Mais ce ne sont que deux hégémonismes qui s'affrontent. Interventions, coups d'Etat, subversion: telles sont leurs armes. Et pour eux aussi, lorsque l'ONU, à d'écrasantes majorités, leur dit « Bas les pattes! » et leur enjoint de retirer leurs troupes, ce n'est plus qu'un « machin » qui se mêle de ce qui ne le regarde pas.

## Rien à voir avec la guerre d'Espagne

Les partisans des interventions russes vont chercher encore plus loin. Ainsi, un éditorial de *L'Humanité* assimilait récemment l'appui du PCF d'aujourd'hui à l'intervention de l'URSS en Afghanistan, à la lutte du PCF d'hier pour l'intervention en Espagne, lors de cette guerre qui vit la République espagnole abattue et les peuples d'Espagne étouffés pour tant d'années par la nuit franquiste.

Mais l'intervention n'était-elle pas alors celle d'Hitler derrière Franco qui, battu en toute légalité par le peuple espagnol, armé par l'Allemagne et l'Italie fascistes, débarquait d'Afrique pour écraser dans le sang la jeune République avec l'aide directe de l'aviation allemande? Les mêmes pays qui s'agenouillaient ensuite à Munich devant Hitler ne tinrent pas, alors, leurs engagements envers la République espagnole: il n'y eut que les peuples pour le faire, avec les brigades internationales.

Face à quelle agression l'URSS d'aujourd'hui est-elle intervenue et reste-t-elle en

Tchécoslovaquie? Pour quelle République occupe-t-elle l'Afghanistan?

Entre les méthodes et actes des impérialistes « traditionnels » comme les USA, et ceux de l'URSS, il n'y a pas de différences. Entre leurs arguments, quelques mots changent: progrès au lieu de liberté, camp progressiste au lieu de monde libre; la subversion qu'ils combattent est qualifiée de communiste d'un côté, impérialiste de l'autre, mais c'est en fait le droit des peuples à l'indépendance qu'ils piétinent. On entend aujourd'hui surtout le canon russe; c'est que l'hégémonisme soviétique est à l'initiative et à l'offensive face à son rival américain: sur le dos des peuples, au détriment de leur liberté et de leur existence même.

Le choix ne saurait donc être entre les USA et l'URSS. Il faut combattre les interventions de l'un comme de l'autre. C'est la seule voie pour défendre la paix, retarder la guerre à laquelle conduit leur lutte pour l'hégémonie, et nous y préparer le mieux possible.

Gilles CARPENTIER



Il nous la fait entendre, ce jour-là, cette fois-ci, l'Espagne, en l'aidant, car le peuple d'Espagne, en l'aidant, a vaincu le fascisme.

# Mai-juin 40 : l'ennemi, c'est le peuple



... ou l'inévitable défaite

Un mois : une page peu glorieuse pour l'armée et ses chefs, pour les gouvernements et la classe dirigeante. Comme la capitulation de 1870, moins c'est glorieux plus fleurissent les explications sinon les excuses pour justifier l'armistice du 16 juin 1940. Quelques unes de ces explications sont données tous les soirs sur TF1 dans l'émission de Henri Amoureux «*Journal d'un printemps tragique*», et il est nécessaire de les connaître, car dans le contexte de la situation internationale actuelle, elle permettent de comprendre ce que le gouvernement a tiré des leçons de mai-juin 40. Pour nos dirigeants, elles peuvent se résumer ainsi : sans une armée, de métier de préférence, dotée de moyens ultra modernes, sans un état-major solide et totalement lié au gouvernement, et surtout sans un pouvoir qui tient bien tout en main, et en particulier la classe ouvrière, une défaite du style de mai-juin 40 est inévitable.

Mais est-ce bien cela qui a manqué pour amener, en si peu de temps, des millions de Français au désespoir et à l'occupation étrangère ?

Une défaite du matériel ? On en a beaucoup parlé, et pourtant en 1939, l'armée française est la 2e du monde, elle a autant d'hommes, de tanks et d'artillerie que l'armée allemande. Mais son matériel est ancien, les transmissions désuètes, l'aviation réduite (1000 avions contre 5 500) les tanks mal répartis. Mais il s'avère bien vite, au plus fort de la bataille que l'état-major n'a pas mis tout le paquet : 400 000 soldats supportent seuls le poids de la guerre, tandis que 800 000 à 1 million sont consignés dans des casernes. Les témoignages des soldats mentionnent : le manque d'essence, de ravitaillement, de relève, les avions bombardés au sol sans avoir décollé, la désorganisation totale des liaisons après une semaine de combats, des officiers qui se rendent

sans combattre, un état-major qui ne sait plus où sont ses hommes, ses généraux et même le front ! Très vite, les soldats comprennent qu'ils ont été battus... par leur propre état-major.

Un état-major incapable ? Tout à fait incapable ! Ceux que De Gaulle appelle «*les vieilles badernes*» ont fait leurs preuves en 14-18 et ils mènent leur guerre comme celle de 14 : une guerre de tranchée où il s'agit de tenir. Ils n'ont tiré aucune leçon de la guerre d'Espagne, pour l'emploi de l'aviation, ni de la défaite foudroyante de la Pologne, pour l'emploi des blindés et de la tactique. «*Immobilisme et passivité*». L'amiral Darlan refuse d'engager «*sa*» marine, on change de général en chef en pleine invasion (Weygand remplace Gamelin le 20 mai), des querelles de préséance entravent l'unification d'un état-major anglo-français. Passivité ? Oui, sur la ligne Maginot : aucune opération ne sera engagée du 3 septembre 1939 au 10 mai 40 tandis que Hitler exécute la Pologne et se prépare tranquillement. Mais par contre quelle audace pour aider les finlandais à combattre l'URSS et pour aller attaquer les puits de pétrole de Bakou (URSS) à partir de la Syrie. C'est bien à contrecœur que l'état-major fait la guerre à Hitler, et en cela il ne fait qu'appliquer la politique du gouvernement DALADIER.

Un gouvernement incapable ? De Gaulle, dans ses Mémoires, fait porter la responsabilité de la défaite au gouvernement, au style des institutions, trop de bavards, de complaisance, de petits copains à placer, pour effectuer une politique suivie. Au sein du gouvernement Paul Reynaud (23 mars) décidé à mener la guerre, le secrétaire de la Commission de la Guerre est un partisan acharné de

l'armistice. Avec Weygand et Pétain, ils font du chantage à la démission et donc à la possibilité de la dissidence de l'état-major. Un tel gouvernement, dans sa composition même, ne fait que refléter les intérêts divergents des diverses composantes du pouvoir et la politique suivie de capitulation depuis Munich.

Un manque de politique étrangère ? «*Si on était passif, c'est parce qu'on n'avait plus de revendication territoriale, la France n'était pas agressive, elle aspirait à la paix depuis 18*». Pourtant avant la crise mondiale, la politique française consistait à encercler l'Allemagne battue, allant même jusqu'à envahir la Ruhr en 1923 pour «*la faire payer*», les pièces maîtresses de son système d'alliance étaient la Pologne et la Tchécoslovaquie ! C'est depuis la crise mondiale, alors que Hitler prépare la guerre, que les gouvernements français vont abandonner leur politique et sombrer dans la capitulation face aux agressions : pas de réaction à celle de Mussolini en Éthiopie en 1935, ni à celle d'Hitler en Autriche en 38, refus d'aider le gouvernement espagnol en 36, signature des accords de Munich en 38, tandis que la traité d'assistance mutuelle avec l'URSS n'est pas ratifié. Pas de politique étrangère ? Si bien sûr, mais pas contre Hitler. Contre qui alors ?

C'est la faute au peuple ! Après s'être emparé du pouvoir, Pétain n'a eu de cesse de blanchir l'armée. «*Le seul responsable, c'est le peuple*», un flot de films, de discours démoralisent les Français et Pétain se fait le chantre de la «*rédemption nationale*»... des péchés du Front populaire ! «*Les soldats*

*en 40 ont refusé de combattre, ils ont déserté. Il y avait pourtant des bons Français, mais ils ont été intoxiqués par les francs-maçons, les juifs, les réfugiés antifascistes, les pacifistes de la "démocrasouille" et bien sûr les communistes. Les ouvriers refusaient de travailler. Ils ont pris des habitudes de paresse avec les congés payés, les 40 heures et les grèves pour n'importe quoi. La défaite, c'est le Front populaire qui l'a faite*». Plus personne aujourd'hui ne soutient que les soldats français n'ont pas combattu (à part Robert Lamoureux dans son film *La 7e Compagnie*). 90 000 morts en 40 jours, des divisions entières anéanties au combat, de nombreux actes de résistance d'anonymes fantassins, dans les villes et villages du Nord, pour défendre les ponts de la Loire. Jusque dans le Massif central, bien après l'armistice, des poignées de soldats armés de leur fusil, combattant de leur propre chef.

Ces poignées de soldats qui s'obstinent à ne pas capituler mettent en rage le général en chef Weygand et Pétain dont l'unique souci est de «*liquider au plus vite la bataille et la guerre... terminer l'épreuve car le dispositif militaire risquait de s'effondrer d'un coup ouvrant carrière à l'anarchie et à la révolution*» (cité par de Gaulle). C'est Weygand qui annonce en plein conseil des ministres, le 13 juin, que «*Thorez est à l'Élysée*» alors que les Allemands entrent dans Paris. Obsédés par «*l'ordre social*», ils refusent de s'entendre avec les Anglais, ordonnent la reddition à des régiments entiers avec

leur matériel neuf, empêchent le départ de troupes vers l'Algérie pour continuer la guerre outre-mer. Des officiers sabotent délibérément des avions et désarment des bataillons qui voulaient continuer à se battre, en pleine guerre on continue à arrêter des communistes. L'ennemi, c'est le peuple et la classe ouvrière. La défaite, voulue par quelques uns, les venge du Front populaire ! Mais il faut à tout prix éviter une nouvelle Commune : c'est dans ce but que Weygand se gardera une armée en réserve : «*Ah, si les Allemands me laissaient les forces nécessaires à maintenir l'ordre!*». Ces propos n'exprimaient que la haine de la quasi totalité des officiers supérieurs, des ministres, des capitalistes, contre le Front populaire et les communistes. Une haine telle que leur dignité nationale s'envole et qu'ils s'enfuient de Paris vers Bordeaux comme des rats, leurs précieux lingots à l'abri depuis longtemps, sans oublier de faire suivre les prisonniers communistes !

Surtout pas de nouvelle Commune ! Et pour cela, nos Versaillais de Vichy allèrent jusqu'au bout et même au-delà, de la collaboration avec le nazisme, en tournant leurs armes contre le peuple et en le laissant à la merci des pires exactions des nazis.

Estelle DELMAS